



Les curés ne roulent pas sur l'or

MARC LESTAGE
MLestage@lesoleil.com

Elle est bien finie l'époque où les vendeurs d'autos se disputaient le privilège de vous offrir une grosse américaine rutilante ayant appartenu à un curé qui ne sortait pas l'hiver, surtout le dimanche.

« Vous avez raison, les chars de curé ce n'est plus une bonne affaire comme autrefois », reconnaît dans un éclat de rire Michel Drouin, le curé des trois paroisses « du bout d'en bas » de l'île d'Orléans. Un jeune prêtre aux longs cheveux noirs ondulés portant salopette et chemise à carreau.

La scène se déroulait lors d'une pause à l'occasion du deuxième rassemblement des jeunes prêtres du Québec, à Sainte-Pétronille, la semaine dernière.

Dans la cour de l'établissement, une trentaine de petites voitures. Des Terrel, quelques Corolla. Plusieurs petites Mazda 323, une Jetta d'un certain âge et plusieurs Honda civic à deux, quatre et cinq portes.

Seule voiture un peu stylée dans le lot, une Saturn rouge modèle sport achetée à Saint-Jérôme.

Voilà l'essentiel du parc d'autos appartenant à une cinquantaine de prêtres venus de tous les coins de la province pour participer à la rencontre.

« Nous n'avons pas les moyens de mener la grande vie vous savez », de faire remarquer Martin Tremblay, un jeune prêtre de 32 ans curé de deux paroisses comprenant 20 000 paroissiens, à Terrebonne.

Dans le diocèse de Montréal, le salaire annuel des curés est de 26 000 \$ brut par année, qu'ils s'occupent d'une ou de huit paroisses.

De ce montant la paroisse collecte habituellement 850 \$ par mois pour les frais de pension du prêtre. Le montant comprend la chambre, les services d'une aide-domestique et les repas.

Martin Tremblay ne reçoit aucune allocation d'auto. Pourtant il est obligé de posséder une voiture pour aller d'une paroisse à l'autre tous les jours. Il opte donc pour une petite voiture qui est financée en partie par le fait qu'il a décidé de préparer lui-même ses repas et de faire un peu de ménage.

En ce qui concerne Michel Drouin, le pasteur des paroisses de Saint-Laurent, Saint-François et Saint-Jean, à l'île d'Orléans, son salaire est basé sur l'ordonnance du diocèse de

Voir CURÉ en A 2 >

Le sens du mariage Page A 5



Une cour pleine de « chars de curé » telle qu'on pouvait l'observer, il y a quelques jours, au foyer de la Charité de l'île d'Orléans.

L'été paresseux



L'été traîne un peu avant de partir, personne ne va s'en plaindre. Surtout pas Jean-Philippe et Stéphane, qui ont profité de la superbe journée d'hier pour prendre un peu de soleil, le temps d'avaloir un sous-marin, avant de remonter sur leur bécane. Les deux cyclistes, mordus de vélo de montagne, sont des habitués du mont Sainte-Anne, où le festival des couleurs battait son plein hier. Ils fréquentent le centre de ski été comme hiver et sont bien heureux que le conflit de travail soit enfin réglé ! M.M.

APPROCHE COMMUNE AVEC LES INNUS

Les locataires des terres publiques se sentent à l'étroit

La garantie de Québec ne les rassure pas

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Les propriétaires de chalets installés sur les terres publiques visées par l'Approche commune sont inquiets. Ils ne donnent pas cher de la garantie du gouvernement du Québec de respecter leurs baux une fois que les autochtones auront hérité de leur lopin de terre.

« Qu'est-ce qui nous dit qu'ils ne viendront pas se construire à côté de notre chalet, sur le terrain qu'on loue ? se demande Raymond Cotnoir, vice-président provincial du Regroupement des locataires de terres publiques du Québec (RLTP). Qu'est-ce que vous faites, vous, quand vous êtes chez vous ? Ce que vous voulez. C'est ça qui risque d'arriver. »

Comme d'autres avant eux, les locataires des terres publiques déplorent ne pas avoir été consultés pendant les négociations qui ont conduit à l'entente de principe rendue publique en juin. « On nous a invités à s'asseoir à un chalet

se, dans une salle, pour qu'on écoute ce qui a été décidé. On est d'accord avec les discussions avec les autochtones, mais il me semble qu'il faudrait peut-être considérer aussi les huit millions de Québécois », s'indigne M. Cotnoir.

Selon ses estimations, environ 500 propriétaires de chalets pourraient être directement touchés par l'Approche commune. Une estimation bien approximative, tient à préciser le vice-président provincial. « Comme le territoire touché par l'entente est flou, il est difficile de mesurer précisément le nombre de personnes qui seront touchées. »

Ce qui frustre encore davantage M. Cotnoir, c'est que les locataires demandent depuis plusieurs années à acheter le terrain sur lequel leur chalet est construit. « Il y a une iniquité flagrante. On veut acheter les terrains et ils les donnent aux Indiens. Et en plus, on ne sait pas trop ce qui va se passer après. C'est très frustrant », expose celui qui s'est construit un chalet dans le coin

Voir LOCATAIRES en A 2 >

Appel à tous pour coincer le « tireur fou »

La police dévoile le « portrait-robot » du fameux camion blanc

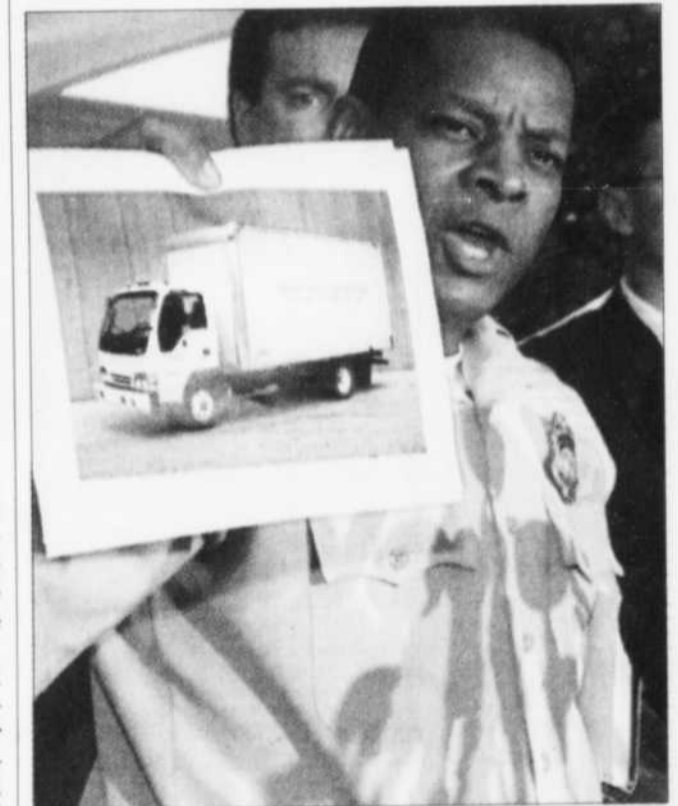
JUSTIN BERGMAN
Associated Press

■ FREDERICKSBURG, Virginie — Après avoir fixé à 500 000 \$ le montant de la récompense offerte pour la capture du « tireur fou » qui a tué huit personnes et blessé deux autres depuis le début du mois d'octobre dans la région de Washington, les enquêteurs ont diffusé leur premier avis de recherche, pour le camion blanc vu sur plusieurs lieux de ces crimes.

Selon l'expertise balistique pratiquée après la mort de la dernière victime en date, un homme de 53 ans abattu vendredi dans une station-service près de Fredericksburg, au sud-ouest de Washington, la balle provient de l'arme utilisée pour les sept précédents meurtres.

Voir APPEL en A 2 >

Le tireur effraie plus que le terrorisme Page A 3



Le coordonnateur de l'enquête, le chef de la police du comté de Montgomery (Maryland), Charles Moose, a dévoilé hier le « portrait robot » d'un petit camion blanc que le — ou les — tireur(s) embusqué(s) ont pu utiliser pour leurs déplacements.

LA MÉTÉO

Maximum 13, minimum 2
Nuageux avec début de pluie en matinée. Détails page S 28.

Précipitations (avant-hier)
Ce mois-ci: 12,8 mm Lan dernier: 37,2 mm
Cet été: 375,3 mm L'été dernier: 471,5 mm

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Oiseaux et cie	B 6
Agenda	B 6	Petites annonces	S 22
Arts et vie	B 1	Sports	S 1
Décès	B 10	Statistiques	S 19
Divers	B 11	Télévision	B 4
Le monde	A 6		

QUÉBEC,
106^e ANNÉE, N° 283
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00077 3

Les mollusques et la mariculture pour relancer l'industrie de la pêche

REJEAN LACOMBE
RLacombe@lesoleil.com

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

La pêche aux mollusques et la mariculture (élevage en eau salée) représentent désormais le nouvel espoir de relance dans une industrie de la pêche épuisée par la rareté des ressources et inquiétée par la menace d'un nouveau moratoire sur la pêche aux poissons de fond.

Depuis quinze ans, tous les gouvernements ont mis temps et argent à mettre

au point une formule de remplacement qui aurait pour mission d'assurer la survie de l'industrie des pêches.

Depuis belle lurette, tous les ministres responsables des Pêches au Québec ont vu l'aquaculture comme la panacée aux problèmes des pêches hauturières.

Bon nombre d'entre eux se sont cependant cassés les dents en voulant faire du Québec la Norvège de l'aquaculture, comme l'avait promis l'ancien premier ministre, Robert Bourassa dans les années 80.

Dans une entrevue au SOLEIL, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Maxime Arseneau, reconnaît qu'au fil des ans, le Québec s'est donné beaucoup de projets fort ambitieux.

A cause de conditions climatiques difficiles et de problèmes environnementaux, plusieurs de ces projets ont malheureusement piqué du nez. M. Arseneau reconnaît que le secteur de l'aquaculture d'eau douce fait face à une stagnation qui est attribuable, selon lui,

Bourassa voulait faire du Québec la Norvège de l'aquaculture

à des problèmes environnementaux. « Il existe, explique-t-il, une problématique attribuable au traitement des déchets. »

ON REPART

Mais, malgré les embûches, le ministre Arseneau reprend le bâton du pèlerin et refait le cadre de l'industrie aquicole avec le dépôt d'un avant-projet de loi qui vraisemblablement se transformera en loi le printemps prochain.

Voir PÊCHE en A 2 >

Bientôt des résultats Page A 7

APPEL

Suite de la Une

« Nous diffusons l'information et demandons aux gens de fouiller dans leur mémoire », a expliqué Charles Moose, le chef de la police du comté de Montgomery (nord-ouest de Washington) où cinq personnes ont été tuées par le « sniper » les 2 et 3 octobre.

Le FBI a composé deux dessins d'un véhicule utilitaire blanc à partir des descriptions faites par des témoins sur les lieux de plus d'un crime. Ces « aides graphiques » montrent un camion à l'avant plat avec une porte en rideau de fer à l'arrière, portant des inscriptions violettes ou noires sur le côté. Les témoins n'ont pu relever son numéro d'immatriculation ni la teneur des inscriptions.

Charles Moose a précisé que les enquêteurs travaillaient également avec des témoins pour établir le « portrait-robot » d'un autre véhicule, un van de la marque Astro avec une échelle sur le toit qui a été vu en train de quitter les lieux après l'assassinat de vendredi dans la station-service proche de Fredericksburg.

« L'un des aspects les plus intéressants de l'enquête est la participation du public », a de son côté noté hier le gouverneur de Virginie Mark Warner. « Les yeux et les oreilles du public sont actuellement nos meilleurs atouts. »

PEU D'INFORMATIONS

Les enquêteurs, pour le moment, n'ont que peu d'informations sur ce tueur en série qui terrorise la région de Washington et ne savent pas avec certitude s'il agit seul ou non. Ils ont simplement constaté qu'à chaque fois, le « sniper » ne fait feu qu'une seule fois, à distance, et à l'aide d'un fusil de forte puissance tirant une munition de calibre 5,56mm.

L'homme, apparemment un tireur accompli, semble choisir ses victimes au hasard, alors qu'elles tondaient leur pelouse, faisaient les courses ou le plein d'essence, dans des stations situées à proximité d'axes ou d'échangeurs routiers importants.

Selon Douglas Duncan, un des responsables du comté de Montgomery, les autorités ont porté à un demi-million de dollars le montant de la récompense offerte pour toute information conduisant à l'arrestation et l'inculpation du tueur.

Deux experts du FBI, la sûreté fédérale américaine, ont survolé hier les environs de Fredericksburg, où Kenneth Bridges, un homme d'affaires de 53 ans, père de six enfants, a été tué vendredi. Ces experts sont chargés d'analyser et de reconstituer les déplacements du tueur, qui apparaît utiliser une camionnette blanche mentionnée par plusieurs témoins.

Les policiers ont soigneusement examiné les environs de la station-service Exxon où Kenneth Bridges a été abattu. Ils ont interrogé les occupants d'un motel voisin, à la recherche de témoins, voire du « sniper ». Hobert Epps, un homme de 36 ans, explique ainsi que les enquêteurs l'ont interrogé, comparant son visage avec la photo d'un homme aux cheveux blonds. « Ils pensaient que j'étais le tireur », ajoute-t-il.

Selon Hobert Epps, les policiers lui ont expliqué que cette photographie avait été prise par une caméra de vidéosurveillance, près de l'endroit où une des victimes a été abattue. Le chef de la police du Comté de Montgomery, Charles Moose, s'est refusé à commenter cette information, soulignant qu'il ne pouvait divulguer aucun détail sur l'enquête.

CONGÉ DE L'ACTION DE GRÂCES

Les lecteurs doivent prendre note que LE SOLEIL ne sera pas publié demain.

CURÉ

Suite de la Une

Québec. En clair, son salaire n'est pas de 26 000 \$ comme celui du curé de Terrebonne, mais de seulement 19 500 \$, plus 5 \$ par messe. Le curé de l'île paie aussi pour sa nourriture. En contrepartie, il est logé gratuitement et obtient 33 e du kilomètre pour veiller au bien-être de ses ouailles sur les « 42 milles de choses tranquilles » qui ceinturent l'île de Félix.

« C'est au volant d'une Corolla usagée qui excède les 85 000 kilomètres que Michel poursuivra sa mission durant le prochain hiver. « Je suis allé voir chez Mazda, avec l'intention de changer d'auto, mais c'est vraiment trop cher », de confesser le jeune curé au collège avec lequel il faisait un peu de « tire kicking » dans la cour, en attendant la reprise des travaux, la semaine dernière.

LOCATAIRES

Suite de la Une

de Senneterre, en Abitibi. Le dossier de l'achat de terres publiques par les locataires fait actuellement l'objet d'un projet de loi, qui vise à établir la valeur marchande de ces territoires. « Ça n'a aucun bon sens. En Abitibi, il y a des évaluations qui doublent. Dans d'autres coins, ça triple. La valeur d'un terrain en plein bois, sans route, rejoint presque celle d'un terrain en ville avec tous les services », souligne-t-il.

Actuellement, la valeur moyenne d'un terrain loué est de 8000 \$. Si chacun des 38 000 détenteurs de bail achetait son terrain à ce prix, la transaction rapporterait 304 millions \$ au Québec. Toutefois, les locataires n'ont pas tous construit un bâtiment permanent sur leur terrain. Quelque 17 000 d'entre eux y ont simplement installé un abri sommaire. Le prix de la location varie pour l'instant entre 200 \$ et 450 \$ par année.

Le RLTP regroupe les signataires de 5000 baux. Le seul organisme provincial de défense des droits des locataires des terres publiques compte bien talonner le gouvernement sur le déroulement des négociations avec les autochtones. À l'instar de l'Approche commune, la Paix des Braves et toutes les autres ententes supposant une cession de territoire sont dans la mire de l'organisme. « C'est bien beau les droits ancestraux, mais il faudrait penser aux occupants aussi », rappelle M. Cotnoir.

Jusqu'à maintenant, le RLTP a fait connaître ses inquiétudes et son opposition à l'Approche commune par l'entremise d'une lettre envoyée au ministre des Affaires autochtones, Rémy Trudel. Il fait aussi partie de la Fondation pour l'équité territoriale, un comité créé pour dénoncer l'entente de principe.

TRANSPARENCE

Le vice-président provincial promet que son organisme fera flèches de tout bois pour obtenir ce qu'il réclame. Parmi les revendications de l'organisme, figurent une plus grande transparence des négociations, la possibilité d'y participer et la tenue d'un référendum pour toute la population et pas seulement pour les autochtones. « On va faire partie de toutes les luttes pour combattre ce système-là. »

L'ex-député bloquiste Ghislain Lebel a ouvert le bal des contestations contre l'Approche commune au début du mois d'août, par l'entremise d'une lettre qu'il a envoyée aux journaux. L'entente de principe, a été négociée entre Québec, Ottawa et quatre communautés innues de la Côte-Nord et du Lac-Saint-Jean. Selon le document rendu public en juin, les Innus héritent d'un gouvernement et d'un régime fiscal distincts, tout en devenant un partenaire incontournable pour le développement de 300 000 kilomètres carrés de territoire.

PÊCHE

Suite de la Une

« On veut donner à l'aquaculture, dit-il, ses lettres de noblesse, qu'elle ait sa propre loi. On veut faire en sorte qu'elle possède un cadre où l'on pourra régler au départ tous les écueils que l'on pourrait rencontrer. »

Le secteur aquicole devra donc naviguer avec un bon nombre d'impératifs touchant l'environnement, le zonage hydrique, le financement, l'écoconditionnalité, etc.

Évidemment la mer est toujours plus belle chez le voisin. M. Arseneault pique une incursion rapide au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. « Ils ont des volumes considérables, constate-t-il. Mais, ils ont aussi des problèmes considérables. Nous, on a l'avantage d'être petit et on va essayer d'éviter tous ces problèmes. »

Le Nouveau-Brunswick est souvent cité en exemple par les Québécois qui trouvent que le développement de la mariculture est trop lent chez eux.

Il est évident que les Néo-Brunswickois ont de multiples longueurs d'avance sur les Québécois en termes de valeur de production maricole, mais l'élevage de saumon dans la baie de Fundy explique presque à lui seul la différence entre les deux provinces.

Le saumon élevé en cages flottantes rapporte près de 300 millions \$ par an

au Nouveau-Brunswick, presque 100 fois plus que la production maricole de toutes les espèces québécoises réunies.

Toutefois, pour les espèces comme les moules, la mye, le pétoncle et les huîtres, le Nouveau-Brunswick ne supplante pas le Québec. La province maritime est en avance dans le domaine des huîtres, pratiquement absentes au Québec, mais accuse un retard dans le pétoncle. Pour la mye, ou coque, les deux provinces démarrent et pour les moules, le Québec et le Nouveau-Brunswick tentent de copier l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans les moules, l'Île-du-Prince-Édouard a réussi à faire une grande percée parce que cette espèce a pratiquement toujours fait l'objet d'une cueillette artisanale, et que sa mise en marché a été fortement appuyée par le gouvernement provincial de l'Île, note-t-il.

L'Île-du-Prince-Édouard produit des moules pour une valeur de près de 40 millions \$ par an, comparativement à 3 millions \$ pour Terre-Neuve, 1,5 million \$ en Nouvelle-Écosse, 1 million \$ au Nouveau-Brunswick et 550 000 \$ au Québec, où une croissance soutenue est prévisible.

Dans le même ordre d'idées, « le développement des huîtres de culture est presque assuré de connaître du succès, parce que les captures commerciales sont 10 fois moins importantes présentement qu'il y a 20 ans », ajoute M. Landry.

Une prise de trop
Un chasseur de canards disparaît dans le lac Jacques Cartier sous les yeux de sa femme

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Un chasseur de canards d'une trentaine d'années originaire de Mont-Saint-Hilaire est disparu dans les eaux glacées du lac Jacques Cartier devant les yeux horrifiés de sa conjointe et de ses deux enfants de 6 et 12 ans, hier soir.

Vers 18 h 30, les policiers de la Sûreté du Québec ont reçu un appel d'une dame en proie à un violent choc nerveux. « On n'était pas capable de comprendre ce qu'elle disait et où elle se trouvait », a relaté l'agent Gérard Carrier, du Service des communications de la SQ.

Les policiers ont fini par localiser la dame une demi-heure plus tard sur la route 175, près de L'Étape, dans la Réserve faunique des Laurentides.

La petite famille revenait d'un séjour au Lac-Saint-Jean lorsque le père, un amateur de chasse, a aperçu des canards au bord du lac Jacques-Cartier. Le chasseur a immobilisé son véhicule, sorti sa carabine, puis il a tiré.

« Comme le canard qu'il venait de tuer était tombé dans l'eau, il s'est dévêtu et est allé le chercher », a raconté l'agent Carrier.

Le chasseur a ensuite abattu un deuxième canard, qui est lui aussi tombé dans l'eau. « L'homme est retourné dans le lac pour aller chercher sa proie, mais comme l'eau était très froide, il n'a pas été capable de revenir vers la berge », a relaté le porte-parole de la SQ.

Témoin de la scène, l'épouse du chasseur s'est partiellement dévêtue pour tenter de venir en aide à son conjoint. « Elle a plongé à son tour, mais elle n'a pas été capable de le ramener. Elle était épuisée, à bout de souffle », a continué l'agent Carrier. Les plongeurs de la SQ tenteront de retrouver le corps du pauvre homme ce matin.

Vendredi, un bête accident de chasse est survenu à environ 135 km au nord de Chibougamau. Convaincu qu'il s'agissait d'une bête menaçante, un chasseur a tiré sur son beau-frère, le blessant gravement à la cuisse.

La trilogie des couples heureux

avec **Yvon Dallaire**
Conférence, merc.
16, 23 et 30 oct. 19h30
Prix spécial : 45\$/3 conf. ou 20\$ par conf.

Yvon Dallaire
Psychologue-sexologue
Auteur et conférencier

Les secrets des couples heureux - 16 oct.
Pour couples ou personnes seules

Les secrets des femmes heureuses en amour - 23 oct.
Pour femmes et hommes

Les secrets des hommes heureux en amour - 30 oct.
Pour hommes et femmes

Ces secrets vous permettront, à vous aussi, d'être heureux en couple ou de mieux vivre votre prochain couple. Venez rencontrer Yvon Dallaire.

Les conférences ont lieu au Cégep F.X. Garneau
1660, boulevard de l'Entente, Québec (stationnement gratuit).

Renseignements et prévente : Option Santé 687-0245

Pour vos **conserves**
SÉRIE EXCLUSIVE

POMODORO

Bouteille à jus 1 L. 4,98\$
Jarre 500 ml 3,98\$
Jarre 1 L. 4,98\$

LE COIN CULINAIRE

PLACE LAURIER
653-5878

VACANCES SOLEIL 24

Nous offrons les mêmes produits que votre agence de voyage, avec un excellent service personnalisé, mais à meilleur prix, donc pourquoi appeler ailleurs ?

PUNTA CANA Bavaro Princess 20 oct. 1279\$ El Senador 20 oct. 1129\$	Places limitées	Départ de Québec, 21 déc.	CAYO COCO Trip Cayo Coco 27 oct. 989\$ 2 nov. 969\$ El Senador 20 oct. 1069\$ 27 oct. 899\$ Cayo Santa Maria 19 oct. 899\$ 26 oct. 999\$
RIVIERA MAYA Baya Principe Tulum 20 oct. 1199\$ 27 oct. 1239\$ Cocopabana 20 oct. 1229\$ 26 oct. 1229\$		CANCUN TU Cancun 1779\$ VARADERO Barcelo Solymar 1529\$ Decameron Complex 1639\$	CAYO GUILLERMO Sol Cayo Guillermo 20 oct. 929\$ 27 oct. 869\$ Iberostar Daiquiri 20 oct. 929\$ 27 oct. 929\$
LA ROMANA Casa del Mar 19 oct. 1069\$ 26 oct. 1179\$ Iberostar Dominicus 19 oct. 1129\$ 26 oct. 1179\$		PARIS Fort Lauderdale 579\$ Cuba 799\$	VARADERO Barcelo Solymar 20 oct. 999\$ 26 oct. 1039\$ Sol Club Coral 20 oct. 849\$ 27 oct. 1059\$

Aucuns frais de dossier ni carte de membre. C'est gratuit.

VACANCES SOLEIL 24

www.sunholidays.ca
Réservation en ligne seulement
(418) 656-6760
1 877 656-6760
2860, Ch. Quatre-Bourgeois bur. 313-A
(coin route de l'Église)

Auberge La Bastide
Party de Noël

Venez à l'auberge...

Tout de saumon fumé et mousses d'artichaut, chaînes d'oignons rouges et fenouil
Velouté de petits pois au parfum de menthe panachée
Tournedos de bœuf grillé, réduction de cabernet saucignon au miel de bleuets et mini poires du Japon ou
Doe de saumon grillé sur peau, petite salsa de fruits exotiques et noix de coco
Le délice chocolat de Noël
Thé ou café perles oranges confites au chocolat
29\$ p. pers.* jusqu'à 70 pers.

Forfait souper, coucher et déjeuner gourmand
189\$ p. pers. occ. double
ou le chef sient à vous...

Ce menu préparé à l'auberge, servi chez vous par le chef Pascal Colbet de 10 à 25 pers.
49\$ p. pers.*
* Taxes + service

1-877-337-3796 - aubergelabastide.qc.ca
567, Saint-Joseph, Saint-Raymond

LOTO QUÉBEC

Résultats
TVA, le réseau des tirages

6/49 Tirage du 2002-10-12 06 18 23 24 28 46 Complémentaire: (38)	4/9 Tirage du 2002-10-12 02 03 10 21 37 44 Complémentaire: (19)
SELECTIONS BONIS 04 11 19 21 39 46 01 11 28 36 37 47 08 09 24 25 36 39 03 05 12 21 29 34 15 23 28 29 44 48 05 08 28 34 38 41	5/49 Tirage du 2002-10-12 04 05 06 07 10 16 26 27 36 39 41 44 46 48 55 56 62 63 65 70
Extra Tirage du 2002-10-12 NUMÉRO: 297840	Extra Tirage du 2002-10-11 NUMÉRO: 188648
7/49 Tirage du 2002-10-12 03 11 16 21 36 43 44 Complémentaire: (33)	GAGNANTS 7/7: 0 6/7+: 1 6/7: 64 5/7: 4 541 4/7: 93 003 3/7+: 87 363
LOTES 2 500 000,00 \$ 204 523,60 \$ 2 796,20 \$ 140,70 \$ 10,00 \$ 10,00 \$	Participation gratuite 775 265

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de LQ, cette dernière a prévaloir.

Si vous avez un problème de jeu...
MISE SUR TOI
1 866 505-REUX

NOS PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE

à partir de **16 998\$***

ou 0% financement 60 mois

TRACKER **TRACKER LXT**

BRAVADA **TRAIL BLAZER LTZ**

RABAIS 8 000\$ **RABAIS 6 900\$**

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
688-1212

Service après-vente - ouvert le soir - jusqu'à 21h (hors nuit)

ACTUALITÉS



Le Canadien Steve MacLean s'embarquera pour la Station spatiale internationale le 23 mai.

Imaginer l'imprévisible, prévoir l'inimaginable

L'entraînement des astronautes peut être une question de vie ou de mort

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Dans l'espace, la gravité terrestre conserve son emprise sur une seule chose : le faux pas. Lorsqu'ils sont en mission, les astronautes ne se débarrassent jamais du poids de l'erreur, qui pèse constamment sur leurs épaules.

L'astronaute canadien Steve MacLean part le 23 mai qui vient pour greffer un autre module à la Station spatiale internationale (ISS). Pour sa deuxième mission dans l'espace, il mettra les pieds pour la première fois à l'extérieur de la navette. Est-ce qu'il a peur? « Non, j'ai hâte. La seule peur que j'ai, c'est de faire une erreur », admet-il, en y pensant bien.

Les équipes qui l'ont précédé ont vécu leur part de pépins de toutes sortes : bris d'un gyroscope en juin dernier, pannes informatiques, pannes de communication. Sur terre, les médias suivent les mésaventures de l'ISS à la trace. À la base de ce battage médiatique se cache souvent une erreur humaine, comme ce fut le cas pour les problèmes rencontrés en 2001 par le bras canadien. « Une erreur réglée depuis », précise M. MacLean. Des erreurs quand même, qui ont donné des sueurs froides aux proches restés au sol et sûrement, à ceux qui tirent les cordons de la bourse...

Depuis qu'il a été assigné en février pour cette nouvelle mission, l'astronaute canadien se prépare. Il prépare aussi, et surtout, ce qu'il devra faire dans l'espace. Et ne pas faire. « C'est dangereux, ce qu'on fait là-haut. On doit passer beaucoup de temps avant à plonger dans la piscine pour mettre au point la chorégraphie. Pour que tout se passe bien. Même si on sait que ça changera sûrement rendu là! » lance M. MacLean, rencontré en fin de journée hier dans le cadre du Congrès de la Fédération des astronomes amateurs du Québec où il prononçait une conférence.

Les astronautes canadiens qui se rendent sur l'ISS disposent d'un énorme bassin d'eau « de 100 pieds par 200 pieds par 40 pieds de profondeur » pour se faire la main. Les différentes parties de la station spatiale y sont reproduites, ce qui facilite grandement le travail de préparation et diminue également le risque de faire une gaffe. « Nous sommes chanceux d'avoir ça », convient l'astronaute.

Les premiers mois de préparation sont consacrés aux différents problèmes qui peuvent survenir pendant la mission. L'imprévisible et l'inimaginable sont prévus et imaginés. « On se prépare pour une panne de moteur, des fenêtres qui cassent, un feu. Le tout en temps réel. » À l'origine, la mission doit durer 10 jours, mais trois jours supplémentaires sont prévus au cas où quelque chose tournerait mal. « Au pire, on peut rester un mois, en ne mangeant pas trop... »

UN « MELTING POT » CULTUREL

Lorsqu'il partira en mai prochain, Steve MacLean sera le seul canadien de la mission STS-115. Il sera accompagné par des Russes et des Américains. Même s'il souligne « l'incroyable complicité et collaboration » qui animent les artisans de l'ISS, l'astronaute reconnaît du même souffle que « le Canada est souvent le pont entre les Russes et les Américains ». À ses yeux, il est plus difficile de travailler avec les Russes, à cause de la barrière de « la langue et de l'instabilité politique. Mais une fois qu'on passe par-dessus ça, ça va très bien », assure-t-il.

Lorsqu'il était petit, Steve MacLean regardait les exploits des astronautes américains, pensant qu'il ne pourrait jamais suivre leur trace. « Quand j'étais jeune, je regardais John Glenn à la télévision et je me disais que c'était impossible pour un Canadien de faire ça. Je n'y rêvais pas, parce que je croyais que ça ne se pouvait pas. »

Après coup, il a découvert que les Canadiens ont davantage marqué l'histoire spatiale qu'on le dit. « Il y a eu Owen Maynard, l'ingénieur chef sur Apollo. C'est en grande partie grâce à lui que ça a été un succès. Je pense à lui quand je suis dans l'espace. » Et à sa famille aussi.

Le tireur effraie plus que le terrorisme

47% des Américains le craignent, contre 43% qui s'inquiètent d'un attentat, selon un sondage

■ WASHINGTON (AFP) — Les Américains ont plus peur d'être victimes d'un tueur isolé que du terrorisme, selon un sondage publié par *Newsweek* d'hier, alors que la police venait de confirmer qu'un mystérieux tireur avait fait 8 morts et 2 blessés dans la région de Washington en dix jours.

Selon ce sondage, 47% des personnes interrogées se sont dites « très » ou « assez » inquiètes à l'idée de pouvoir être victimes du genre de violence rencontrée actuellement à Washington et dans sa banlieue.

Ces crimes font plus peur aux femmes (56%) qu'aux hommes (38%), et plus aux minorités (58%) qu'aux blancs (44%). Le terrorisme fait moins peur, puisque 43% des Américains se sont dits « très » ou « assez » inquiets à l'idée qu'eux-mêmes ou quelqu'un de leur famille risque d'être victime d'un attentat.

Ce sondage, qui sera publié dans l'hebdomadaire en vente demain, a été réalisé par téléphone pour *Newsweek* par l'institut Princeton Survey Research Associates entre jeudi et vendredi, auprès de 1000 adultes, et comporte une marge d'erreur de plus ou moins trois points.

LE MYSTÈRE S'ÉPAISSIT

Depuis le 2 octobre, un mystérieux tireur, avec à son actif huit victimes tuées au hasard, se joue froidement de toutes les polices lancées à ses trousses, suscitant une panique croissante dans la région de Washington.

Le mystère s'épaissit de jour en jour autour de ce tireur sans visage qui se livre implacablement à un jeu macabre, au nez et à la barbe de milliers de policiers qui le pourchassent sans relâche avec des moyens considérables.

L'angoisse est omniprésente. Aller au supermarché, faire le plein d'essence, accompagner ses enfants à l'école ou simplement marcher à découvert sur un parking sont quasiment devenus des actes héroïques.

Et beaucoup dans la région de Washington ne sont pas disposés à prendre des risques. Des tour-opérateurs ont enregistré cette semaine des annulations en chaîne de groupes qui comptaient visiter la capitale durant la fin de semaine.

« Nous ne pouvons tout de même pas mettre des policiers à chaque station-service », s'insurge le shérif Ronald Knight, l'un des responsables de la police locale en Virginie, théâtre des derniers meurtres.

« Le 11 septembre, l'ennemi a été identifiable presque immédiatement, ici l'angoisse est d'autant plus grande que nous sommes dans l'inconnu », confie Carolyn Starek, directrice d'une école primaire dans le Maryland.

Révéléateur de l'absence d'une piste sérieuse à ce stade de l'enquête, un nouvel appel à témoins a été lancé vendredi par la police.

« Laissez-nous décider si ce que vous avez ou n'avez pas vu, ce que vous avez entendu, a un rapport avec l'enquête », a imploré Charles Moose, le chef de la police du comté de Montgomery, chargé de la coordination de l'enquête, à l'intention de témoins potentiels.

« Nous travaillons sur une formule mathématique des déplacements du tueur, a indiqué à l'AFP un agent du FBI sous couvert de l'anonymat, afin, a-t-il ajouté de « tenter de déterminer où il frappera à nouveau ». « Nous essayons de cerner sa logique. C'est là-dessus que nous nous penchons », a souligné l'agent.

Autres pistes suivies par les enquêteurs : les milieux d'extrême droite et l'armée. Des militaires ont en effet constaté que la précision des tirs et la façon dont se déplace le tueur semblent inspirées de manuels de l'armée américaine.

Le FBI travaille sur une formule mathématique de ses déplacements



Faire le plein est devenu un geste quasiment héroïque à Washington. Certaines stations libre-service tentent d'ailleurs de rassurer leurs clients en se chargeant de l'opération.

Des fonds fédéraux pour soins psychologiques

■ WASHINGTON — Le ministère fédéral de la santé américain a annoncé hier le déblocage de fonds permettant d'apporter une aide psychologique à la population de Washington et de sa banlieue terrorisés par les actions d'un tueur qui a fait 8 morts et deux blessés depuis le 2 octobre. « Le département de la santé va apporter jusqu'à 250 000 dollars d'aide immédiate à la

fois à la Virginie et au District de Columbia (qui abrite la ville de Washington) pour apporter des services de santé psychologique aux victimes, aux familles et aux autres personnes affectées par le tireur », a-t-il annoncé dans un communiqué. « Tout le monde doit comprendre que des réactions physiques et émotionnelles à un traumatisme de cette nature sont normales », a déclaré le responsable de l'administration en charge des services psychiatriques, Charles Curie, qui a indiqué que les services de psychologie s'adressant aux enfants et aux étudiants avaient également été mobilisés. (AFP)

Conseil de la coopération



du Québec

CARREFOUR DES RÉSEAUX DE COOPÉRATIVES

LA COOPÉRATION, LA PUISSANCE D'UN MOUVEMENT...



Cahier spécial à lire ce mercredi



La route fait 10 morts

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Pas moins de 10 personnes ont péri sur les routes du Québec depuis le début du long congé de l'Action de grâce.

À Noyan en Montérégie, trois personnes sont mortes calcinées dans leur véhicule après que ce dernier eut fait une embardée sur le Chemin de la Quatrième concession, hier soir.

Plus tôt en soirée, une mère et son fils avaient trouvé la mort dans un accident de VTT survenu à Rivière-à-Claude, entre Sainte-Anne-des-Monts et Grande-Vallée. Ni l'un ni l'autre ne portait son casque.

La route a aussi fait trois autres morts, en Montérégie hier matin. À Sainte-Amable, une camionnette a percuté de plein fouet une voiture dans laquelle prenaient place deux hommes dans la qua-

ranteine. L'un d'eux est mort sur le coup, alors que l'autre a péri à l'hôpital. Selon la SQ, le conducteur de la voiture aurait omis de faire son arrêt obligatoire à une intersection.

Puis, à Sainte-Cécile-de-Milton, une jeune femme de 24 ans a perdu la vie lorsque son véhicule a percuté un arbre. Témoin de la scène, l'ami qui la suivait à bord d'un autre véhicule est allé chercher de l'aide. Sur le chemin du retour, sa voiture a capoté et a pris feu. S'il s'en est tiré indemne, le jeune homme devra répondre à des accusations de conduite avec les facultés affaiblies.

L'alcool pourrait également être en cause dans l'accident qui a coûté la vie à un automobiliste de 25 ans, à Dudswell, dans la nuit de vendredi à hier. Selon la SQ, la victime, qui a perdu la maîtrise de son véhicule, ne portait pas sa ceinture de sécurité.

Enfin, un automobiliste de 23 ans est mort à La-Croix après avoir lui aussi perdu le contrôle de son véhicule, vendredi soir.

Droguée au GHB puis violée

RAYMOND GERVAIS
La Presse

■ MONTRÉAL — Une histoire sordide impliquant une adolescente de 15 ans s'est produite hier à Longueuil. Un employé du motel La Parisienne, 1277, boulevard Taschereau, a découvert à 7 h 52 une jeune fille déambulant nue dans un corridor.

Selon l'agent Michel Soutière de la police de Longueuil, l'adolescente ne savait pas où elle se trouvait, ni d'où elle venait, ni comment elle était arrivée là.

Elle serait arrivée au motel vers 12 h 45, en compagnie d'un homme qui a demandé de louer une chambre au rez-de-chaussée, disant au préposé que sa blonde était dans l'automobile, qu'elle ne se sentait pas bien et très fatiguée.

M. Soutière a indiqué que la police ne possédait jusqu'à maintenant que très peu d'information.

L'adolescente a été transportée à l'hôpital afin de recevoir des soins ainsi que pour y subir les tests usuels en pareille circonstance. La jeune fille ne portait pas de marque de violence.

Le seul fait que la jeune fille se souvient c'est qu'elle se serait éveillée durant la nuit et qu'elle était en présence de quatre hommes.

La police de Longueuil a ouvert une enquête et fait venir un technicien en scène de crime afin de passer la chambre de motel au peigne fin. Des indices retrouvés sur les lieux portent les policiers à croire que la jeune fille aurait pu être agressée sexuellement.

Les enquêteurs tentaient hier d'établir où l'adolescente s'était rendue en soirée vendredi. Tout ce dont elle se souvient c'est qu'elle serait sortie avec une amie. Les policiers croient que l'adolescente a pu consommer à son insu du GHB, la fameuse drogue surnommée la drogue du viol, qui fait en sorte que les personnes qui la consomment, oublient tout ce qui s'est passé.

Tous les draps ainsi que certains accessoires se trouvant dans la chambre de motel ont été envoyés à l'institut médico-légal pour fin d'analyses. Les enquêteurs souhaitent pouvoir établir le profil génétique du ou des agresseurs de l'adolescente le cas échéant.

Les policiers ne croient pas pouvoir établir avec certitude les allées et venues de la jeune fille et avec qui elle avait passée la soirée avant le début de la semaine. Ils devaient aussi rencontrer l'employé du motel qui a loué la chambre pour faire un portrait-robot de l'homme qui a loué la chambre.

Girouettes et amulettes



Le jeune Saël semble prendre un malin plaisir à concocter on ne sait quel mélange magique sous la supervision attentive de la fée des bois, Euréka Simard. Et ce n'est là qu'une des dizaines d'activités pour petits et grands qui se déroulent en divers endroits de la Capitale jusqu'à demain soir à l'occasion du Festival international des arts traditionnels.

Un code de gestion des pesticides en novembre

QUÉBEC (PC) — Le gouvernement du Québec devrait adopter en novembre son code de gestion des pesticides si bien que, dès le retour des beaux jours, le printemps prochain, l'utilisation de ces produits sera progressivement restreinte sur les pelouses.

Au ministère de l'Environnement, les responsables terminent actuellement l'analyse des commentaires des entreprises, des municipalités et de l'ensemble de la population, formulés au cours des dernières semaines sur ce code de gestion.

À la suite de la présentation du projet de règlement, en juillet dernier, le ministre d'État à l'Environnement et à l'Eau, André Boisclair, avait en effet annoncé une période de consultation de 60 jours qui s'est terminée en septembre. Au total, une cinquantaine de mémoires ont été soumis au ministère.

« Nous sommes actuellement dans la période de peaufinage du règlement, mais pour l'essentiel, il n'y aura pas de changements majeurs, explique l'attaché de presse du ministre, Jean-Louis Laplante. Il peut y avoir des aménagements, mais les principes et les grandes lignes du code ne changent pas. Les intentions du ministre restent les mêmes. »

Dès l'adoption du règlement, l'épandage des pesticides domestiques jugés les plus nocifs sera pros crit dans les espaces verts publics et parapublics. La majorité des pesticides seront aussi interdits à l'intérieur comme à l'extérieur des garderies, des centres de la petite enfance et des écoles.

La vente de pesticides sera mieux encadrée. Graduellement, les propriétaires de résidences privées ne pourront plus utiliser ces produits pour faire verdoyer leur pelouse. Les entreprises spécialisées en aménagement paysager n'auront également plus le droit d'utiliser un mélange de pesticides et de fertilisants.

Malgré le mécontentement de certains, principalement des compagnies spécialisées dans le domaine, « le gouvernement a fait son lit sur cette question », affirme l'attaché de presse du ministre Boisclair. « Quand nous n'avons pas de certitude que les produits sont inoffensifs, le ministre applique un principe de précaution. Ce n'est pas au ministre de faire la démonstration que les produits sont dangereux, c'est à l'industrie de faire la démonstration du contraire. »

STATION MONT-SAINTE-ANNE

Les employés votent à 81% pour le retour au travail

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Tout est bien qui finit bien, les employés du mont-Sainte-Anne ont accepté hier soir les dernières offres patronales à 81,7%.

Les résultats du vote ont été rendus publics par voie de communiqué, hier. Au terme d'une longue soirée de discussions, les syndiqués réunis en assemblée au Château mont-Sainte-Anne ont accepté dans une large proportion le nouveau contrat de travail proposé par l'employeur.

La nouvelle convention collective, qui s'échelonne sur six ans, accorde des augmentations salariales minimales de 9,9% pour la durée totale du contrat. L'entente comprend en outre plusieurs mesures sur les horaires de travail, les congés fériés et les banques de congés de maladie.

Les syndiqués faisaient le trottoir depuis une semaine, après que les dirigeants du mont-Sainte-Anne eurent décrété un lock-out. La compagnie avait pris cette décision à la suite d'un vote de 82% des syndiqués de recourir à des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève pour forcer le renouvellement de leur contrat de travail.

Au départ, l'employeur souhaitait récupérer une partie de la masse salariale en puisant notamment dans les congés fériés et les congés accumulés. Il offrait par ailleurs un gel de salaire pour les deux premières années du contrat de travail et consentait à une augmentation annuelle de 2% pour les années suivantes.

ASSEZ DE CONCESSIONS

Jugeant avoir fait assez de concessions depuis son passage au privé, le syndicat des employés du mont-Sainte-Anne, affilié au Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), réclamait le statu quo, « avec un ajustement, pour les années suivantes, des clauses salariales ».

« Le processus de négociation nous a permis d'expliquer les nouvelles réalités de l'industrie, en plus d'être à l'écoute des préoccupations de notre personnel syndiqué. Nous sommes satisfaits du compromis réalisé par les deux parties », a commenté le directeur général du Mont-Sainte-Anne, Guy Desrosiers.

Le retour au travail des employés du mont-Sainte-Anne est prévu pour aujourd'hui, dernier jour du Festival des couleurs. Quant à la prochaine saison de glisse, elle débutera le 15 novembre, pour autant que Dame Nature le permette, bien entendu.

STE-FOY CHRYSLER Neon 2002

Garantie 7 ans, 115 000 km, groupe motopropulseur

à partir de **14 795\$***

2025, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (418) 682-2025

Une équipe de vrais passionnés

Climatiseur et radio CD

*Transport, préparation et taxes en sus. Rabais inclus

www.sfchrysler.com

ABRI D'AUTO BOURBEAU

RÉSIDENTIEL ET COMMERCIAL

PAYEZ en 2003*

SANS FRAIS SANS INTÉRÊT

CLASSIQUE

TOUS NOS MODÈLES EN MONTRE SUR PLACE

LOCATION RÉPARATION VENTE SERVICE

OUVERT 7 JOURS

8285, 1re Avenue, Charlesbourg (418) 623-5401

*Sous réserve de l'acceptation du service du crédit

FILA OUTLET

4 jours seulement

VENTE avant inventaire

Vendredi 11 octobre au lundi 14 octobre (Action de grâce)

Manteaux de ski femme	à partir de	70\$
Manteaux hiver homme	à partir de	50\$
Lot de chaussures homme et femme		30\$
Échantillons de vêtements Filà	jusqu'à	60%
Vêtements Enyce collection femme automne		70%

Exemples Polar **33\$** / Jupe en jeans **28\$** / Chandail de laine **39\$**

FILA enyce Vente spéciale dans le local #23 au « Factory Outlet »

Centre « **FACTORY OUTLET** » PROMENADES STE-ANNE

10909, boul. Sainte-Anne Sainte-Anne-de-Beaupré **827-2445**

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

À l'écoute de vos besoins

Action chômage Québec inc.

Aide aux personnes aux prises avec des problèmes découlant de l'application de la Loi de l'assurance-emploi.

418 337-8808

1-800-550-8808

www.villa-st-leonard.org

Tél. : 523-7117

La Villa St-Léonard de Portneuf

Traitement de l'alcoolisme, toxicomanie, jeu et autres dépendances (Mal-être (burn-out) Hommes et femmes

Séjour de 21 jours Sans confrontation

418 337-8808

1-800-550-8808

www.villa-st-leonard.org

S.O.S. GROSSESSE

- ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE
- ENTREVUES DE RELATION D'AIDE
- TESTS DE GROSSESSE
- CONFÉRENCES
- GROSSESSE PLANIFIÉE OU NON
- CONTRACTION
- DEUIL PÉRINATAL
- SEXUALITÉ

682-6222

pages.globetrotter.net/susgrossesse

Auberge de jeunesse Centre international de séjour de Québec

- Intégration et détente
- Quartiers privés de 15 à 34 \$
- Activités et attractions
- Calendrier et réservations

Au cœur du Vieux-Québec

19, rue Ste-Ursule Vieux-Québec

Tél. : 694-0755

www.cisq.org

Chantelait

Soirées d'information les 5, 12 et 26 novembre 2002

Rencontre post-natale « Parlons lait »

- 8 octobre 2002
- Marrainage
- Écoute téléphonique
- Fiches-conseils sur l'allaitement maternel
- Location ou vente de tire-lait

877-5333

chantelait@globetrotter.net

Association québécoise pour les troubles d'apprentissage AQETA, SECTION QUÉBEC

- Écoute téléphonique
- Documentation et Références
- Groupes d'entraide
- Congrès pour les PARENTS

Tél. : (418) 626-5146

Association qui vient en aide aux joueurs(euses) aux prises avec le problème de jeu.

Joueurs Anonymes offre un programme en 12 étapes que les membres suivent en vue de leur rétablissement et leur épanouissement personnel.

871-0131

1-877-871-0131

Service d'information en contraception et sexualité de Québec

- Écoute téléphonique
- Ateliers ménopause
- Ateliers SPM
- Recherche de grossesse
- Moyens de contraception
- Contraception après la naissance

624-6808

www.sicq.org

AUTISME QUÉBEC ET FAISABLES APPRENTISSAGES

- a. Information et références
- b. Promotion et défense des droits
- c. Camp d'été et répit spécialisé
- d. Ateliers d'informatique
- e. Centre de documentation
- f. Cafés-rencontres

Tél. : (418) 624-7432

Courriel : autisme@paqa.org

Site web : www.autisme.qc.ca

Lever de rideau sur la spiritualité

Au-delà des religions, le questionnement sur le sens de la vie reste

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ « Si on avait lu autant Ghandi que Marx, on serait peut-être rendu bien ailleurs aujourd'hui. »

Les mots tombent un à un, réfléchis, posés, profonds. À contre-courant, Laurent Lavoie a choisi de parler de spiritualité et du sens de la vie. Un choix qui a trouvé son chemin avec la fondation d'un petit groupe de réflexion, Espace Source, en compagnie de quatre autres personnes de Québec qui, comme lui, ont envie de se demander ce qu'elles sont venues faire sur cette bonne vieille Terre.

Parler de spiritualité en ce début de XXI^e siècle, au Québec, n'a guère la cote. Et pourtant, Espace Source a décidé de relever le défi et de mettre le sujet sur le tapis, en le liant étroitement à l'actualité. Sans faire de morale et sans parler de religion.

Espace Source a fait sa première apparition à Québec au mois d'août, pour commémorer les bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki.

L'événement, qui a rallié des groupes d'enfants et d'adolescents, a été réalisé en collaboration avec la ville de Québec, l'Institut canadien de Québec, et le Patro Laval.

Son but : faire réfléchir sur la portée d'un tel drame, sur son sens profond pour l'humanité. Une première expérience considérée comme un succès pour les organisateurs.

Le petit groupe rêve maintenant d'une série d'événements publics pour faire découvrir des figures importantes : Ghandi, Martin Luther King...

« Il est temps qu'on reparle d'une philosophie de non-violence, que l'on sorte de la logique du corps à corps pour adopter celle du cœur à cœur », soumet Laurent Lavoie.

POURQUOI, COMMENT

Mi-septembre, soleil radieux. Assis à une table de pique-nique au beau milieu des plaines d'Abraham, ce « champ de bataille transformé en champ de la culture », Laurent Lavoie explique le pourquoi et le comment de la démarche d'Espace Source.

Avec le rejet de toute pratique religieuse par un grand pan de la population, tout ce qui relève de la spiritualité est devenu louche, dit-il. Pourtant, la spiritualité nous habite tous, quelles que soient nos croyances et nos appartenances.

« Parce que les gens ne pratiquent plus, ils n'arrivent plus à l'articuler. Mais ils n'en continuent pas moins à avoir en eux cette dimension de profondeur. »

« Il est temps qu'on commence à démettre ça, qu'on commence à réfléchir », soumet le jeune homme de 37 ans.

Formé en philosophie, Lavoie se présente comme un fils spirituel de Fernand Dumont.

Il s'inspire de valeurs comme la liberté de conscience et la citoyenneté.

Il se dit lui-même en rupture avec la religion catholique, mais, dit-il, « j'ai le goût de donner un sens (à la vie) d'une façon qui me ressemble. »

Il croit que la société est allée trop loin dans le « particularisme ».

« Tout le monde se réclame de sa propre identité. Je suis femme, je suis gai... C'est bien. Mais dans son excès, cette démarche a exacerbé les particularismes. Sans nier les particularités, je souhaite retrouver ce qui est universel. »

Sa réflexion l'amène vers nos responsabilités.

« On est une société de droit, mais on a oublié nos devoirs. Il faut passer de l'individuel au collectif. On sait qu'on a le devoir d'aider quelqu'un qui est en danger de mort, mais on ne fait rien pour l'Afrique qui meurt du sida. »

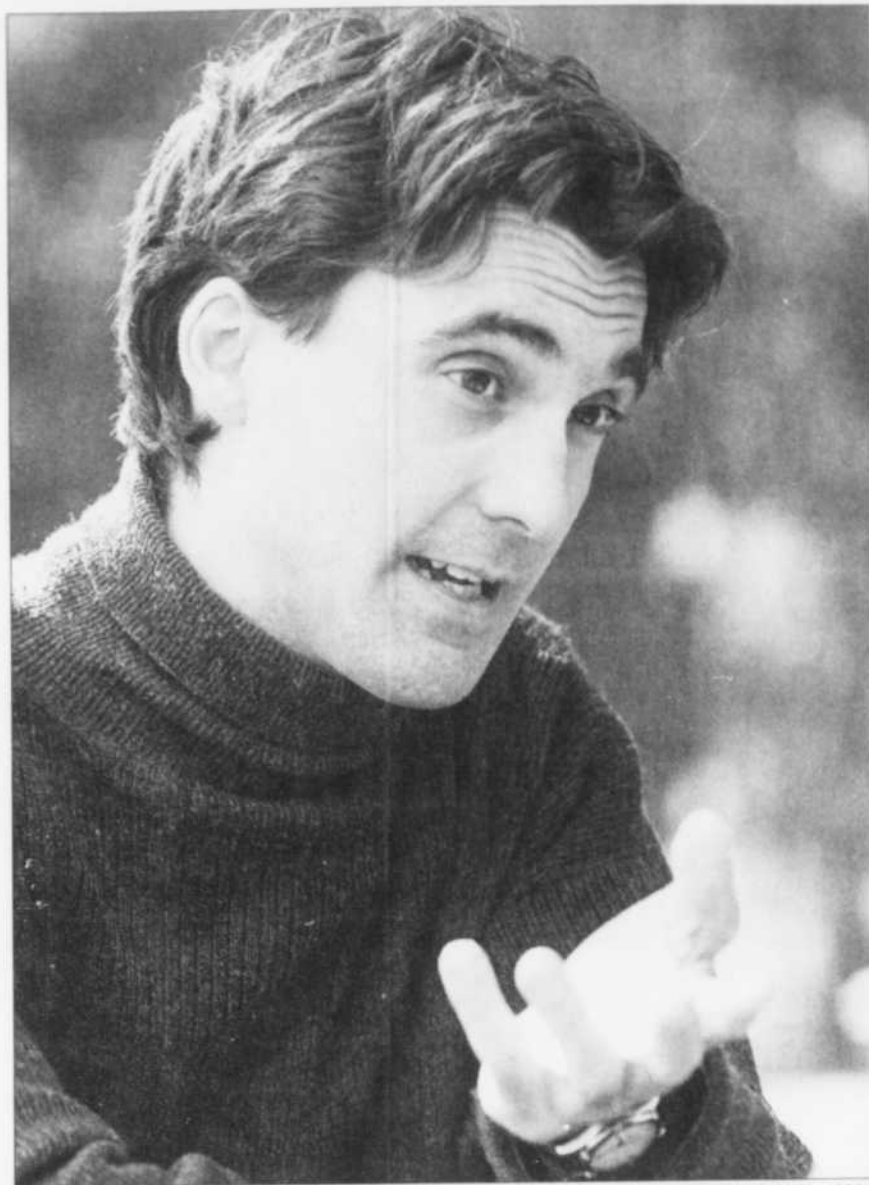
Il salue l'intervention de Jean Chrétien, qui a eu le « courage » de lier la question de la pauvreté à celle du terrorisme. « Mais il ne faut pas juste parler, il faut des actes. »

LIEU DE RÉFLEXION

C'est pour favoriser une réflexion active sur ce qui nous caractérise comme humain qu'Espace Source a été fondé. Il est composé pour l'instant de cinq personnes âgées de 24 à 50 ans : un artiste, un étudiant en travail social, une conseillère pédagogique et un intervenant communautaire. Laurent Lavoie, lui, est issu du milieu de la culture et étudie présentement en animation spirituelle et engagement communautaire à l'université Laval.

Leur programme est encore en ébullition. La petite formation aimerait bien organiser des lectures publiques sur des auteurs ou des thèmes. Et même développer un volet pour les enfants. Elle rêve aussi d'événements sur des sujets qui interpelleraient l'ensemble de citoyens.

« Imaginez par exemple un événement majeur à Québec sur la mort. Il y a beaucoup de gens qui auraient plein



La spiritualité n'a pas disparu avec la pratique religieuse, commente Laurent Lavoie.

de choses à dire : les artistes, le milieu médical, les chercheurs, le milieu communautaire, la population... »

Tout cela indépendamment des croyances des gens. « Il est plus intéressant de dire comment tu vis la mort que de dire : "Dans ma religion, la mort se vit ainsi". »

Et parlant de mort, Laurent Lavoie souligne le retard de nos infrastructures sur l'évolution sociale. Qu'existe-t-il comme lieu de recueillement autre que les églises pour les grands passages de la vie ? On l'a bien vu à la mort de Riopelle : lui qui se proclamait athée s'est retrouvé dans une église contre son gré, rappelle-t-il.

Et pourquoi le nom Espace Source ? Parce qu'espace renvoie à un lieu où on peut se mouvoir, et que le grou-

pe tient à se situer en un lieu réel, en l'occurrence Québec. Source, parce que le mot évoque ce point de pureté qu'on porte tous en soi, cette dimension profonde de nous-même. Et, pourquoi pas, l'idée du puits, où le village se réunissait autrefois non seulement pour s'abreuver, mais aussi pour échanger.

Dans le contexte d'« itinérance spirituelle » qui caractérise notre époque, le groupe espère qu'Espace Source deviendra un lieu de ravitaillement.

Pour l'instant, il dit ne pas vouloir brûler les étapes, et n'en est pas à faire du recrutement organisé. Mais les personnes qui souhaitent en savoir davantage peuvent communiquer avec l'organisme par courrier électronique : espacesource@iquebec.com

Les prêtres souhaitent une plus grande séparation des mariages civils et religieux

MARC LESTAGE
MLestage@lesoleil.com

■ Une majorité de prêtres souhaitent que les couples qui choisissent de s'unir devant Dieu soient quand même obligés d'échanger leurs promesses devant un officier de l'État civil, « afin que l'on retrouve le véritable sens du mariage ».

Ce partage des rôles entre l'Église et l'État existe déjà en France, de rappeler Adrien Tremblay, le curé de cinq paroisses de la Matapédia qui fait campagne avec succès dans son petit coin de pays afin de « redonner son sens » au sacrement du mariage.

Présentement, les gens ont le choix de se marier à l'église ou au palais de justice. Cela donne l'impression qu'il existe une concurrence entre les mariages civils et religieux. Il n'en est rien puisque même lors des mariages à l'église, les prêtres se voient attribués le rôle de « fonctionnaire-eux-mêmes ».

Au Québec tous les prêtres qui célèbrent des mariages en église sont également considérés comme des fonctionnaires de l'État. « Le directeur de l'État civil leur a accordé à chacun un numéro de permis les autorisant à célébrer des mariages ».

C'est pourquoi les curés doivent lire quelques articles de la loi, lors de chaque célébration », explique le curé Adrien Tremblay de Saint-Alexis, en Matapédia.

Il nous rappelle que c'était la même chose autrefois dans le cas des baptêmes. Ce sont les prêtres qui enregistraient les enfants et transmettaient les informations au registre civil, lors des baptêmes.

Le baptistère tenait lieu d'extraît de naissance. Cette pratique a été abandonnée. Les parents ne se formalisent plus aujourd'hui de transmettre un formulaire à l'État. Lorsqu'ils choisissent de faire baptiser leur enfant, c'est une démarche essentiellement chrétienne qu'ils entreprennent.

Le théologien Gilles Routhier de l'Université Laval a rappelé récemment à un groupe de prêtres réunis à Québec qu'il devrait en être de même avec le mariage.

Selon Adrien Tremblay, un ancien infirmier de l'hôpital de Rimouski qui en est venu à la prêtrise comme « seconde carrière », à l'âge de 48 ans, « les mariages d'aujourd'hui coûtent cher. C'est devenue une industrie. On organise des salons de la marié. Il faut changer cela et se donner le moyen de dire aux gens que le mariage est avant tout un sacrement que les époux s'administrent eux-mêmes en échangeant des vœux ».

Dans ses paroisses, Adrien Tremblay a eu l'occasion récemment de marier

quatre couples qui ont payé chacun 50 \$ plutôt que 200 \$ par couple s'ils avaient souhaité chacun une cérémonie. Nous acceptons également que les gens se marient en

soirée, ce qui évite les dépenses du banquet, rappelle M. Tremblay. Selon lui, l'Église renforcera la valeur du sacrement de mariage s'il permet aux chrétiens d'alléger les rituels qui entourent l'événement.

Une opinion que partage le curé d'Amqui, Jacques Daniel Boucher, un ancien maire qui est également devenu curé sur le tard. Amqui a été le théâtre d'un mariage collectif réunissant neuf couples récemment. « Ce sont des expériences qu'il faudra renouveler dans tous les coins de la province », de suggérer Gilles Routhier, qui croit fermement que les gens qui se marient à l'église ne devraient pas être exemptés de passer au palais de justice pour régler les détails civils de leur union.

Une démarcation plus nette permettrait de « redonner son sens » au sacrement du mariage

Rien à toucher Rien à payer

AVANT MAI 2003



QUALITÉ GARANTIE

ABRI D'AUTO

GRATUIT
Système Secur-Lock pour portes
Valeur de 100 \$



CHOIX DE PLUSIEURS DIMENSIONS

simple ou double
INSTALLÉ

Tubulure 100% galvalum
Toile polyéthylène tissée traitée UV
2 portes
2 fenêtres

Trévi
LE N°1 DE LA PISCINE

Sous réserve de l'acceptation du service du client
Lévis 30, rue du Président-Kennedy 838-3173
Québec 300, boulevard Pans-Garland 687-1988

Clinique de Recherche en santé des femmes

BAISSE DE LIBIDO

La Clinique de Recherche en Santé des Femmes est présentement à la recherche de volontaires pour participer à une étude clinique portant sur un nouveau médicament en investigation dans le traitement de la baisse de libido.

Si vous êtes intéressée, vous devez :

- Être une femme âgée de 40 à 70 ans
- Être ménopausée naturellement depuis plus d'un an
- Avoir une baisse du désir sexuel
- Utiliser l'hormonothérapie depuis au moins 3 mois
- Être en bonne santé
- Avoir un partenaire stable depuis au moins 1 an

Étude sous la direction du Dr Céline Bouchard en collaboration avec les gynécologues, Dr Michel Fortier, Dr J.-Y. Fontaine, Dr J. Hurtubise et Dr G. Paris.

Pour plus d'informations, contacter Suzie Savard ou Maude Julien, infirmières de recherche au (418) 650-2295.

Les week-ends UN MASSIF DE COULEURS à Petite-Rivière-Saint-François

ICI ON VOIT BIEN QU'IL EST POSSIBLE D'ÉCONOMISER LET AUTOMNE!



10 JOURNÉES DE SKI INOUBLIABLES...
ET UNE ÉCONOMIE POUVANT ATTEINDRE 20 % DE RABAIS !

Prévenez-vous votre livret de 10 billets de ski interchangeables lors de l'événement UN MASSIF DE COULEURS à Petite-Rivière-Saint-François. Profitez également de 15 % de rabais sur l'abonnement de saison.

28 et 29 septembre - 5 et 6 octobre - 12, 13 et 14 octobre

LE MASSIF
Montagne sur Mer!

(418) 632-5876 • 1 877 Le Massif (536-2774)

LE MONDE

Terreur à Bali

Une centaine de morts dans un attentat contre une discothèque

■ JAKARTA (AP et AFP) — Au moins 150 personnes, dont de nombreux touristes étrangers, ont péri déshabillées ou carbonisées et 178 autres ont été blessées par l'explosion d'une bombe qui a ravagé un night-club et un bar-restaurant et semé la terreur, hier, dans l'île indonésienne de Bali.

Le bilan de l'attaque qui a frappé «l'île des Dieux», un paradis pour touristes venus notamment d'Australie, des États-Unis et d'Europe, s'alourdissait au fil des heures.

L'explosion a visé le Sari Club et un bar-restaurant fréquentés par des touristes étrangers vers 23 h locales, heure de grande affluence, dans le quartier touristique réputé de Legian, près de Denpasar, la capitale provinciale. Elle a été suivie par un gigantesque incendie qui a ravagé les deux établissements, des immeubles voisins, des commerces et a fait rage pendant plusieurs heures. Huit heures après l'attentat, les sauveteurs retiraient encore des cadavres des lieux.

De nombreux corps sont calcinés ou déshabillés, rendant difficile l'identification, mais on sait déjà que plusieurs touristes australiens figurent parmi les morts.

Les ambassades étrangères tentaient de déterminer, dans une grande confusion, combien de leurs ressortissants ont été touchés. Des dizaines de corps s'alignent à la morgue de Denpasar et plusieurs dizaines de blessés,



Voici ce qu'il reste du Sari Club, où un attentat à la bombe a fait plus d'une centaine de morts, hier soir.

pour la plupart des étrangers sont soignés dans les hôpitaux.

«Je n'ai jamais vu quelque chose de tel, a raconté à l'AFP un photographe français, Cyril Terrien. Ça brûle toujours. De l'endroit où j'ai pu m'approcher, j'ai vu des corps calcinés, déshabillés, c'est difficile à raconter. Il y a des cadavres d'Indonésiens et

d'étrangers mêlés. Les gens sont dans les rues, hallucinés...»

«Les secours ont beaucoup de mal à arriver, ils sont complètement dépassés par l'ampleur du carnage», a poursuivi M. Terrien.

La police n'a pas pu préciser si l'explosion avait été causée par une voiture piégée ou une simple bombe, mais

selon une source militaire, l'explosif utilisé serait du TNT.

L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Une autre bombe a explosé presque simultanément près du consulat américain de Bali, sans faire de victimes. La double déflagration s'est produite quelques heures à peine après l'explo-

sion d'une bombe artisanale près du consulat philippin à Manado.

AL-QAIDA?

Cette attaque intervient alors que des diplomates américains avaient exprimé leur inquiétude quant à de possibles menaces terroristes liées au réseau d'Oussama ben Laden en Indonésie. Le mois dernier, l'ambassade des États-Unis et le consulat américain avaient été fermés pendant six jours en raison de risques d'attentats liés au réseau Al-Qaida.

Après avoir démenti durant des mois l'existence du réseau en Indonésie, les autorités du pays ont récemment indiqué que l'organisation d'Oussama ben Laden pourrait disposer d'un réseau limité dans l'archipel.

«L'ÎLE DES DIEUX»

Cet attentat a visé pour la première fois «l'île des Dieux», le cœur de la première destination touristique d'Indonésie, où séjournent chaque année des centaines de milliers de touristes, notamment australiens, américains et européens. L'île, à majorité hindouiste dans le premier pays musulman au monde de par sa population, avait jusqu'à présent été épargnée par la vague d'attentats qui a secoué l'archipel indonésien depuis deux ans. Les responsables touristiques vantaient la tranquillité et le calme de Bali et assuraient que cette destination était «sûre».

Les victimes seraient surtout des touristes

IRAK

Réaction tiède à une transition militaire

■ DUBAI (d'après AFP) — L'Irak n'est ni l'Afghanistan ni le Japon de l'après-guerre, avertissent des analystes, pour qui les États-Unis n'auront pas la tâche facile s'ils veulent imposer un «proconsul» à l'Irak, dans la foulée d'une intervention militaire et d'un départ de Saddam Hussein.

L'idée d'installer un pouvoir de transition en Irak a été avancée en fin de semaine par le secrétaire d'État américain Colin Powell, qui a admis que son pays étudiait plusieurs «modèles», dont une transition avec un commandant militaire américain qui rappellerait l'administration mise en place au Japon après 1945, sous la direction du général Douglas MacArthur.

Le «MacArthur» de l'Irak serait peut-être le général Tommy Franks, actuel commandant des forces américaines dans le Golfe.

«Cela peut se faire sur le papier, mais pas en réalité, pas en Irak, et on va vers un chaos total», prévient Mohamed Mesfer, professeur de sciences politiques à l'université de Doha, au Qatar.

«Ce serait une erreur de penser que l'Irak est l'Afghanistan ou le Koweït», renchérit l'universitaire Français Gilles Kepel, autre spécialiste de la région.

Pour l'universitaire Mohamed Mesfer, la comparaison avec le Japon n'est pas pertinente, car, à cette époque, «il y avait, pour faire accepter le modèle libéral américain, l'anti-modèle soviétique. Les Américains sont très loin des réalités sociales, tribales et religieuses de l'Irak, avec ses Kurdes, ses Turkmènes, ses chiites et sunnites, qui ne s'entendent pas entre eux. Et les Irakiens n'acceptent pas une puissance étrangère, ils résisteront».

«Les États-Unis ont la force militaire pour renverser un régime hostile, estime pour sa part Gilles Kepel. Le problème, c'est après. Il y a en Irak une véritable société civile, et des gens qui, s'ils ont eu la vie dure ces dernières années, en imputent en grande partie la responsabilité aux États-Unis.» Par ailleurs, l'Irak «a une histoire récente violente, avec de nombreuses exécutions ces dernières années, et il y a des désirs de vengeance possibles», a-t-il ajouté.

Les risques de chaos régional sont également importants, a-t-il poursuivi, citant l'exemple des Kurdes, dans le nord de l'Irak. «Une Alliance du nord (kurde) en Irak donnerait des sueurs froides aux voisins, tels que la Turquie et la Syrie», où vivent des communautés kurdes.

VISITES EN IRAK

L'Irak a de son côté continué hier sa campagne destinée à prouver qu'il ne détenait plus d'armes de destruction massive en emmenant des journalistes en visite au complexe Al-Farat. Ce centre «de recherche et de maintenance d'équipements militaires» est désigné comme site suspect, où l'Irak construisait, il y a plus d'une décennie, des centrifugeuses pour tenter de produire de l'uranium enrichi.

Bagdad a aussi acheminé une deuxième lettre en une semaine aux Nations unies, en annonçant que les inspecteurs en désarmement étaient bienvenus dès la semaine prochaine. Les États-Unis ont aussitôt rejeté cette invitation, en accusant Bagdad de «jouer avec les mots» et de se préparer une nouvelle fois à se «dérober à ses obligations».

Un porte-parole des Nations unies à Vienne, Mark Gwozdecky, a estimé que cela ne changera pas la décision du chef des inspecteurs Hans Blix de reporter la reprise des inspections jusqu'à l'adoption d'une nouvelle résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette deuxième lettre confirme une première reçue vendredi, dans laquelle Bagdad proposait d'accueillir les inspecteurs dès samedi prochain.



Un policier irakien monte la garde devant le complexe d'Al Farat, soupçonné d'abriter des armes de destruction massive. Bagdad avait invité hier les journalistes étrangers à une visite des lieux.

Rêve monarchique pour l'après-Saddam

LONDRES (© Libération) — Une fois Saddam Hussein renversé, et si ses lointains sujets le veulent bien, Sharif Ali montera sur le trône. Au sein de la très disparate opposition irakienne, il représente le petit courant monarchiste. Cet homme aux manières toutes britanniques a été désigné par sa famille, les Hachémides, comme candidat à la succession de son parent, Fayçal II, assassiné lors d'un coup d'État militaire en 1958.

«Notre objectif n'est pas de prendre le pouvoir, mais de laisser le peuple irakien indiquer par les urnes quel système a sa préférence», assure Sharif Ali ben Hussein. L'un de ses cousins, Abdallah, règne toujours sur la Jordanie.

Front largement dégarni, fine moustache, il se déclare convaincu que les Hachémides bénéficieraient d'un large soutien en Irak, même après tant d'années d'exil. «Un demi-siècle de république a laissé un goût amer. Bien que sunnites, nous sommes au-dessus des factions et des ethnies. Beaucoup de gens pensent que la monarchie sera la mieux à même de préserver l'unité d'un pays qui a trop souffert de luttes communautaires», estime l'homme qui siège au conseil exécutif du Congrès national irakien (CNI), l'une des multiples organisations anti-Saddam basées à Londres.

PETIT BAGDAD

La capitale britannique abrite un petit Bagdad. Mollahs, intellectuels, chefs de tribus, peshmergas kurdes, ex-baasistes, généraux en fuite ou roi en attente y ont tous ou presque trouvé refuge. Reflet de la mosaïque de peuples et de religions établis en Mésopotamie, l'opposition en exil est toujours aussi morcelée et déchirée. Pendant des décennies, cette diaspora a échafaudé des complots ou lancé des appels à l'insurrection.

Aujourd'hui, plutôt que de fourbir ses armes, elle préfère préparer activement l'«après-Saddam», comme si la question du changement de régime ne lui appartenait plus. «Le sort de Saddam est entre les mains des États-Unis. Nous devons voir au-delà, explique Sharif Ali. Que pouvons-nous faire? Le déséquilibre des forces est trop flagrant. Combien faut-il de peshmergas (combattants kurdes) pour égaler la puissance d'un hélicoptère Apache?»

À ce stade, l'administration Bush semble davantage encline à restructurer la dissidence irakienne qu'à l'associer à ses plans de guerre. En

août, les responsables des six principaux mouvements d'opposition ont été reçus en grande pompe à Washington. Autonomistes kurdes, islamistes chiites, monarchistes ou anciens baasistes ont pu s'entretenir avec le secrétaire d'État, Colin Powell, son confrère de la Défense, Donald Rumsfeld, et le vice-président Dick Cheney.

Depuis, des représentants des six organisations se réunissent deux fois par semaine. Ils préparent la tenue, fin octobre, d'une conférence ouverte «au plus grand nombre» et chargée d'établir un programme politique commun. Ils assurent qu'ils parviendront à éviter la cacophonie des précédents conclaves.

Les opposants de tous bords s'accordent sur un point: un gouvernement intérimaire ne sera constitué que sur le sol national, de préférence après la chute de Saddam. «Avant, ce serait une perte de temps et un facteur de division», reconnaît Dhirgham Jawad Khadhim, de l'Accord national irakien (ANI), un mouvement d'anciens baasistes.

AU SEIN DE L'ADMINISTRATION

Saad al-Bazzaz, directeur du quotidien dissident *Az-Zamman*, basé à Londres, appelle de ses vœux un renouveau du leadership. «Notre peuple mérite mieux que cette opposition vieillie et divisée.» Il réclame «d'autres idées et d'autres visages». Mais cet ancien patron de la radiotélévision irakienne, qui a pris la fuite en 1993, recommande de puiser d'abord dans le personnel administratif existant. «Nous ne devons pas ignorer tous ces gens dans le parti, l'État et l'armée qui n'obéissent à Saddam que par peur d'être exécutés. Prenons garde à inclure les gens de l'intérieur dans nos plans.»

Un avis qui partagent la plupart des généraux en exil. Tawfiq al-Yassiri dirigeait l'école militaire de Bagdad quand il a décidé, en 1991, de rejoindre les rebelles. En juillet, il a créé à Londres, avec 70 autres ex-officiers, un «Conseil militaire chargé de libérer l'Irak». Il affirme maintenir des liens étroits avec ses collègues restés au pays et pense que la plupart d'entre eux désertent dès le début d'une intervention américaine. Même la Garde républicaine, corps d'élite, pourrait, selon lui, vaciller. Mais il ne sait pas quel rôle son Conseil militaire, créé avec le parrainage des États-Unis, sera amené à jouer: «Nous n'avons pas une vision claire de ce que les Américains préparent.»

EN BREF

BANDE DE GAZA

Un mort et 25 blessés

■ GAZA — Un enfant palestinien est mort écrasé et 25 personnes ont été blessées cette nuit lorsque l'armée israélienne a démoli au bulldozer deux maisons pendant le sommeil des occupants, ont indiqué à l'AFP des sources médicales palestiniennes. Tawfiq Bereka, quatre ans, a été tué par des gravats lorsque quatre bulldozers ont détruit sa maison et celle d'à côté à Rafah, sur la frontière entre Israël et l'Égypte, ont précisé ces sources. Environ 25 autres ont été blessées dans les démolitions, notamment le grand-père du jeune garçon décédé, qui est dans un état critique, selon les mêmes sources. (AFP)

HELSINKI

L'assassin n'avait pas 20 ans

■ HELSINKI — L'homme qui a déposé vendredi une bombe dans un centre commercial de la banlieue de Helsinki figure au nombre des sept personnes tuées dans l'explosion de l'engin, conçu pour faire le plus grand nombre de victimes possible. «L'homme est âgé de moins de 20 ans, c'est un étudiant de la région d'Helsinki», a déclaré à la presse un responsable du Bureau national des enquêtes, qui a pu déterminer l'identité du poseur de bombe grâce à des caméras de surveillance. La police a indiqué ignorer si l'homme, qui n'avait pas d'antécédents judiciaires, avait agi seul ou avec des complices. L'attentat a fait sept morts et plus de 80 blessés. (AFP)

SERBIE

Second tour

■ BELGRADE — L'actuel président yougoslave, Vojislav Kostunica, et son vice-premier ministre, Miroslav Labus, doivent se départager aujourd'hui, au 2^e tour de l'élection présidentielle en Serbie, et espèrent venir à bout des abstentionnistes qui, s'ils sont plus de 50%, entraineraient l'invalidation du scrutin. M. Kostunica devrait, selon les sondages, remporter facilement le scrutin et devenir le nouveau président de la république de Serbie, maillon fort de la Fédération de Yougoslavie. Il est crédité de près de 64% des intentions de vote, contre 36% pour M. Labus, candidat soutenu par le premier ministre de Serbie, Zoran Djindjic, ennemi juré de Kostunica. Les deux candidats sont issus du camp réformiste et pro-européen, qui a réussi à renverser en octobre 2000 le régime de Slobodan Milosevic. Un taux de participation insuffisant entrainerait l'organisation d'une nouvelle élection à deux tours avant la fin de l'année. (AFP)

MARICULTURE

Le Québec sur le point de faire sa marque

Il manque encore une masse critique d'éleveurs pour soutenir une industrie de transformation

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

■ CARLETON – Le Québec est sur le point de faire sa marque en mariculture, estime le biologiste Michel Larrivée, de Grande-Rivière, et l'éleveur de moules Réjean Allard, de Carleton.

« À partir du moment que nous aurons une masse critique d'éleveurs, capables de soutenir une industrie de transformation, ça progressera vite. Dans les moules et dans le pétoncle, nous y sommes presque », perçoit-il.

« Il faut compter un minimum de 10 ans pour développer une production commerciale en mariculture, ça prend souvent 15 ans. Dans l'espèce que nous voulons élever, le loup tacheté (c'est bien un poisson), la Norvège a consacré 10 ans de travaux et le pays commence à produire commercialement. Il nous faudra cinq ans pour adapter les techniques norvégiennes à notre environnement », analyse M. Larrivée.

Parce que le Québec ne se compare pas à la Norvège, tant pour la géographie que pour le climat, même si ce sont deux contrées nordiques de taille à peu près égale. « Nous avons peu de baies abritées, alors que la Norvège a ses fjords. Nous avons plus de glaces, et la température de l'eau est inférieure ici, ce qui limite le nombre d'espèces à élever », note le biologiste.

« La Norvège produit 600 000 tonnes de saumon par année en mariculture et ce pays vise 1 million de tonnes bientôt. Il produit déjà d'importants volumes de morue, plus considérables que les volumes pêchés », signale Michel Larrivée. Le Québec se contente encore de quelques centaines de tonnes par an, toutes espèces confondues.

Il estime que le Québec supporte bien ses producteurs une fois qu'ils sont lancés dans

Il faut compter un minimum de dix ans pour développer une production commerciale en mariculture

l'élevage commercial, mais que c'est en recherche et en développement que l'appui est faible. « La Norvège se sert d'une partie de l'argent que rapporte le pétrole offshore pour financer la recherche et le développement maricoles. Ils ont ainsi investi 150 millions \$ en 15 ans pour élever du fletan atlantique, mais les résultats n'ont pas été très concluants. Il est possible qu'ils abandonnent cette espèce. Le Québec vient de débloquer 9 millions \$ en recherche, pour trois ans ».

De son côté, Réjean Allard est l'un des rares pêcheurs commerciaux qui a essayé, et réussi, la transition vers

la mariculture. Il s'est lancé dans l'élevage de moules il y a sept ans maintenant, mais ne récoltera qu'en 2004 un volume de mollusque suffisant pour rentabiliser son entreprise.

Il aura alors investi 700 000 \$ dans sa compagnie, incluant un appui assez généreux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, qui se situe entre le tiers et la moitié de ses besoins financiers. Il emploie trois personnes.

Ce qui allonge passablement le délai entre le lancement de l'entreprise et la récolte rentable, c'est l'expérimentation des méthodes les plus efficaces et des équipements les plus performants.

« Je ne récolte presque rien cette année, comme l'an passé, parce que je suis passé à la mécanisation plus poussée de ma production, il y a trois ans. En passant du travail manuel à la mécanisation, je suis passé d'un rendement de 1,3 kilo de moules par pied de boudin (l'objet sur lequel les moules d'élevage grandissent) à 0,4 kilo. C'est presque reprendre à zéro, ça. Mais j'ai commencé à remonter le rendement et je reviendrai à 1,3 kilo. La grande différence, c'est qu'en deux semaines l'an passé, j'ai installé 20 500 mètres de boudins (20,5 kilomètres de long!). Je n'aurais jamais pu faire ça manuellement », explique M. Allard.

Ce sont ces moules qu'il récoltera en 2004, puisqu'il faut entre deux et trois ans pour récolter dans la baie des

Chaleurs, de six mois à un an de moins que dans d'autres lieux d'élevage au Québec. Réjean Allard a visité des élevages au Chili et en Espagne au cours des dernières années, en participant à des missions économiques québécoises à l'étranger.

« Le nord de l'Espagne est l'une des zones les plus productives au monde. J'ai beaucoup appris, surtout au niveau de la mécanisation. Mais on ne peut copier leur modèle, parce que c'est une autre réalité climatique. Chaque endroit de mariculture a ses particularités. Nous avons dû adapter les équipements utilisés en Espa-



Réjean Allard est l'un des rares pêcheurs commerciaux qui a essayé, et réussi, la transition vers la mariculture. Il est lancé dans l'élevage de moules il y a sept ans maintenant, mais ne récoltera qu'en 2004 un volume de mollusque suffisant pour rentabiliser son entreprise.

gne, et même les modifier pour leur ajouter une touche québécoise, en fonction de notre réalité. Mais chaque changement demande des essais, et forcément des erreurs. Mais nous sommes en train d'y arriver », estime Réjean Allard, qui note que la Norvège n'a pas très bien réussi dans les mollusques.

CONFIANT

Il prévoit récolter 350 000 livres de moules en 2004, un objectif qu'il prévoyait atteindre quelques années plus tôt quand il s'est lancé en mariculture.

Siégeant sur les conseils d'administration de la Société de développement de l'industrie maricole du Québec (SODIM) et du Regroupement des mariculteurs du Québec, M. Allard

s'attaque, avec d'autres membres, à la tâche de dénicher un transformateur de moules en Gaspésie, maintenant qu'il est confiant d'avoir franchi les obstacles à la production.

« Nous avons un acheteur de moules au Nouveau-Brunswick. Parfois il prend toute notre production, parfois il achète au ralenti. Nous ne pouvons pas fonctionner comme ça, quand nous avons besoin de vendre nos moules. C'est le revenu des éleveurs. Plus on se développe, plus il est nécessaire d'avoir un transformateur en Gaspésie. Et il faut en trouver un à court terme », assure-t-il.

D'autres joueurs, arrivés plus récemment dans le secteur de la mytiliculture, comme le Groupe RT, de Rivière-au-Renard, et les Miacs de Lis-

tuguj, prévoient livrer d'importants volumes de moules dans un proche avenir. Dans le cas du Groupe RT, ses filiales Moules Forillon et Moules Cascapédia devraient produire conjointement plus d'un million de livres en 2003 ou 2004, tandis que les autochtones, qui utilisent les conseils de Réjean Allard, sont équipés pour produire un million de livres. La production québécoise de moules devrait dépasser 2000 tonnes par an en 2005.

Dans le pétoncle, c'est le groupe Pécord qui mène la parade, avec d'importants élevages sur la Basse-Côte-Nord et aux îles-de-la-Madeleine. La firme prendra prochainement de l'expansion en Gaspésie où elle veut installer, en plus d'un élevage, une usine de transformation à Saint-Omer.

Orientation écologique

Les mariculteurs québécois ont choisi une orientation qui diminue considérablement les risques de problèmes environnementaux vécus au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique.

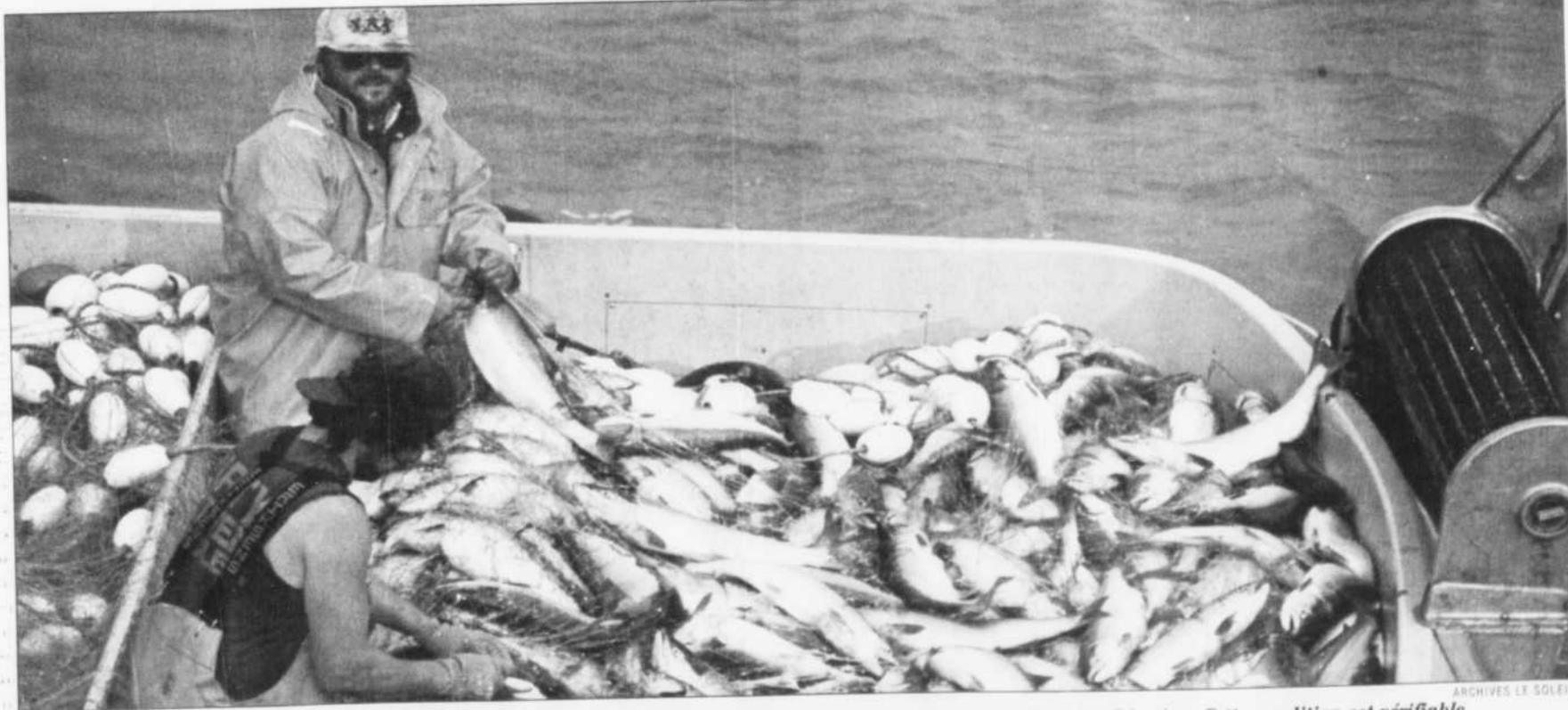
Les mollusques réduisent considérablement les risques de dégâts environnementaux. « Ce sont des organismes filtreurs, qui nettoient l'environnement. Ils rejettent aussi des déchets organiques, mais il faut de très hautes densités pour que ça pose problème, et les élevages québécois n'ont pas atteint ce niveau », explique M. Michel Larrivée, du Centre spécialisé des pêches de Grande-Rivière, en Gaspésie.

Il faudra éventuellement faire attention dans les lagunes des îles-de-la-Madeleine, mais dans la baie des Chaleurs, il y a des courants, une bonne circulation d'eau », observe-t-il.

Le Nouveau Brunswick a pour sa part développé avec succès l'élevage du saumon, explique le biologiste Thomas Landry, de Moncton. Ce succès est attribuable dit-il, à l'accumulation de connaissances pendant près de 50 ans, et par le déclin, puis l'arrêt, de la pêche commerciale de cette espèce au début des années 1980.

« C'est vraiment à partir de l'arrêt de la pêche commerciale que le saumon d'élevage a connu une forte accélération. Cette condition est vérifiable pour à peu près toutes les espèces d'élevage, en fait. Tant que la pêche commerciale est forte, les espèces d'élevage offrent peu d'attrait. La pêche commerciale, dans les espèces haut de gamme et saisonnières, vient perturber le marché, alors que les mariculteurs ont besoin de stabilité des prix », explique M. Landry.

Quant aux questions environnementales liées au saumon d'élevage, comme la présence étouffante de matières organiques à proximité des cages flottantes, Thomas Landry rappelle qu'un simple déplacement des cages mène à une élimination rapide des restes de nourriture et d'excréments de poisson. Quant aux effets de la présence de saumons d'élevage échappés dans les rivières peuplées de saumons indigènes, il signale que les études faites à ce jour sont souvent contradictoires. G.G.



C'est vraiment à partir de l'arrêt de la pêche commerciale que le saumon d'élevage a connu une forte accélération. Cette condition est vérifiable pour à peu près toutes les espèces d'élevage, en fait. Tant que la pêche commerciale est forte, les espèces d'élevage offrent peu d'attrait.

Les hauts et les bas d'une jeune industrie

REJEAN LACOMBE

RLacombe@lesoleil.com

C'est dans les années 1980 que les premières industries maricoles s'installent aux îles-de-la-Madeleine. Il aura fallu attendre une décennie avant que ce nouveau secteur prenne son essor. « Les premières entreprises étaient sous-capitalisées, produisaient de faibles volumes et disposaient de peu d'expertise », analyse M. Gilbert Scantland, président de la Société de développement de l'industrie maricole (SODIM).

« En fait, d'ajouter M. Scantland, une seule entreprise mytilicole sur la dizaine que comptaient les îles-de-la-Madeleine a pu échapper à la fermeture et prendre la deuxième vague maricole du Québec. »

Les premiers pas en mariculture

coûtent cher. Le président de la SODIM fait état d'un investissement de 100 000 \$ pour une très petite entreprise. Si l'on veut jouer dans les lignes majeures, il faudra investir de 2 à 3 millions \$.

En plus, il faut du temps et de la patience avant de récolter. Les moules ou les pétoncles ne poussent pas comme des carottes. « Entre le moment où un essaim de pétoncles est capturé en mer, explique M. Scantland, jusqu'à ce que le produit soit vendu, il peut s'écouler jusqu'à six ans. Pour les moules, la période de constitution des stocks est plus courte. Mais, elle varie tout

de même de 18 mois à 24 mois. »

Il faut donc s'armer de patience. M. Scantland avoue que l'industrie est encore dans une phase de démarrage. Toutefois, l'industrie aquicole québécoise ne part pas les mains

vides. Le président de la SODIM, Gilbert Scantland, a brossé un tableau fort complet de la situation devant les membres de la commission parlementaire.

Avec son fonds d'investissement de 4 millions \$, la SODIM est impliquée financièrement dans une douzaine d'entreprises maricoles. Ses investissements dans ces entreprises atteignent 3 millions \$ et ont généré jusqu'à présent des investissements totaux de 15 millions \$.

La société peut également compter sur une mise de 9 millions \$, provenant du MAPAQ et destinée uniquement à la recherche et au développement.

20 ENTREPRISES

M. Scantland précise que l'industrie maricole au Québec compte une vingtaine d'entreprises employant au total 150 personnes. « Les productions, dit-il, sont diversifiées. On en retrouve dans les moules, dans les pétoncles,

Vingt entreprises emploient 150 personnes

ACCIDENTS AUX PASSAGES À NIVEAU

Surveillance accrue

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Au cours des trois prochains mois, les agents du Canadien National (CN) et les policiers augmenteront la surveillance aux passages à niveau afin de sensibiliser les automobilistes aux risques d'accident.

Si le nombre de collisions aux passages à niveau a passablement diminué au Canada depuis 10 ans, en 2001, il a connu une légère augmentation par rapport à l'année précédente, passant de 264 à 279. Le nombre de décès a lui aussi augmenté, passant de 33 en 2000 à 41 en 2001.

Selon Transports Canada, 33% des collisions aux passages à niveau sont le fruit d'une mauvaise interprétation de la signalisation de la part de l'automobiliste. Dans 31% des cas, elles surviennent en raison du non-respect de cette signalisation.

« Les gens pensent que même si les lumières sont allumées et que la cloche sonne, ils ont le temps de passer. Certains sont tellement pressés qu'ils vont jusqu'à contourner les barrières pour passer », note un agent du CN, Pierre Bergeron, qui a profité hier de l'activité « portes ouvertes » de la Société de modélisme ferroviaire de Québec pour s'entretenir de sécurité avec les visiteurs.

Dans la région de Québec, les passages à niveau les plus problématiques sont, outre celui de Hervey Jonction, ceux de la route de l'aéroport, de

Charny et du boulevard Père-Lelievre. « Au passage à niveau du boulevard Père-Lelievre, les conducteurs de poids lourds arrachent carrément les barrières pour passer », déplore M. Bergeron.

Le passage à niveau qui croise la piste cyclable du quartier Limoilou cause également bien des maux de tête aux agents du CN. « Là aussi, les gens contournent la barrière », observe M. Bergeron.

« Les étudiants du Cégep de Limoilou coupent la clôture du CN pour prendre des raccourcis. Ça fait d'ailleurs quelques fois qu'on la remplace », s'indigne pour sa part Pierre Leclerc, porte-parole du CN.

M. Leclerc rêve par ailleurs du jour où les piétons cessent de marcher sur les chemins de fer. « Ils semblent oublier qu'un chemin de fer est une propriété privée et que ce n'est pas un terrain de jeux. C'est dangereux de marcher là », rappelle-t-il.

Au cours des trois prochains mois, les agents du CN et les policiers redoubleront d'efforts pour sensibiliser les automobilistes aux risques d'accidents aux passages à niveau. Un constat d'infraction de 138\$ (100\$ plus les frais) sera remis aux conducteurs fautifs.

« On a déjà mené ce genre d'opérations dans le passé, a indiqué le sergent Dany Simard, de la police de Québec. À chaque fois, on se rendait compte que les automobilistes prenaient souvent trop de risques. »

Vendredi encore, un automobiliste de 32 ans a péri lorsque sa voiture est entrée en collision avec un train à un passage à niveau du boulevard Saint-Paul, à Chicoutimi.

Croyant avoir vu une bête, il tire sur son beau-frère

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Un bête accident de chasse est survenu vendredi soir à environ 135 km au nord de Chibougamau. Convaincu qu'il s'agissait d'un animal menaçant, un chasseur a tiré sur... son beau-frère.

D'après les informations recueillies par la Sûreté du Québec, la victime et ses deux beaux frères, qui étaient partis chacun de leur côté, devaient se rencontrer à la cache avant la nuit. Voyant que ses deux compagnons ne s'y trouvaient pas à l'heure prescrite, le tireur s'est rendu à l'endroit où le canot avait été laissé.

« Le chasseur a alors entendu du bruit et est revenu sur ses pas, a relaté l'agent Gérard Carrier, du Service des communications de la SQ. Il a ensuite vu une tache noire passer à un mètre de lui.

Croyant qu'il s'agissait d'une bête, il s'est accroupi. Puis il a entendu un craquement, ce qui l'a amené à charger son arme et à tirer au sol pour faire fuir la bête alléguée ». La victime, un homme de 42 ans de La Baie, aurait été blessé sérieusement à la cuisse.

Les secours ont été avisés aux environs de 21 h, soit un peu plus d'une heure et demie après l'accident. Selon l'agent Carrier, les ambulanciers n'ont pas eu la tâche facile pour secourir le blessé.

« Ils ont dû rouler environ deux heures en VTT pour se rendre jusqu'au blessé, le secteur n'étant pas accessible autrement », a expliqué le porte-parole de la SQ.

Ce n'est que vers 2 h 45 que la victime a pu être amenée sur la route 167, à La Doré, où un hélicoptère de la SQ l'attendait. « Le blessé est arrivé à l'hôpital de Chicoutimi vers 3 h 30 », a précisé l'agent Carrier. Selon la SQ, ni l'alcool ni la négligence ne seraient en cause dans cet accident.

Le **15** du mois
c'est le grand jour **K**

15%
d'escompte*

MARDI LE 15 OCTOBRE
TOUTE LA JOURNÉE



K
Kirouac
J O U E T E T H O B B Y

Québec : Galeries de la Capitale, Place Laurier, Place Sainte-Foy
Lévis (Galeries Chagnon), Chicoutimi, Victoriaville, Sainte-Marie (Beauce)

Bientôt Promenades Beauport et Sherbrooke

* S'applique à tous les produits en magasin à l'exception des items déjà réduits, des commandes et des mises de côté. Ne peut être jumelé à d'autres promotions.

Visitez notre site web au

www.kirouac.ca



**STE-FOY
CHRYSLER**

**Dodge Dakota
Club Cab
2003 4x4**

Garantie 7 ans, 115 000 km,
groupe motopropulseur

- 6 cylindres 3,9 L
- Manuelle, 5 vitesses ultra-robuste
- Différentiel autoblocant
- Climatiseur
- Glaces teintées foncé
- Radio AM/FM, lecteur compact
- Roues en fonte d'aluminium

à partir de

25 995\$*

2025, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (418) 682-2025

Une équipe de vrais passionnés



*Transport, préparation et taxes en sus. Rabais inclus

www.sfchrysler.com

Abonnements 2002-2003

**VENTE
pré-saison**

**Le plus gros
BAZAR**

Équipements neufs et usagés
Tous les jours de 10 h à 16 h

**Jusqu'au 3 novembre,
profitez des tarifs réduits
sur les abonnements et les inscriptions
aux cours de ski et de planche à neige.**

**Une remontée mécanique est en opération
les fins de semaines de 10 h à 16 h
pour les amateurs de vélo de montagne
et les randonneurs.**

Tarifs: 15 \$ pour la journée complète, 5 \$ pour une remontée (8 ans et moins: 3 \$),
incluant l'accès à la montagne et l'usage des pistes aménagées pour le vélo de montagne.

Profitez de l'automne
Quatre Parcours d'Aventures*
Tyrolienne géante*
Vélo de montagne
Sentiers de randonnée pédestre
*Sur réservation

Le Relais
LAC-BEAUPORT
www.skirelais.com

Le chalet est ouvert 7 jours sur 7, de 10 h à 16 h
Renseignements : (418) 849-1851

NOUVEAUX MODÈLES 2003



PONTIAC GMC



Démarrez en trombe, payez en douceur.

0 \$ GM paie la
1^{re} mensualité*
(location ou financement)

0 \$ GM paie le
dépôt de sécurité**
(location)

Grand Am SE 2003 4 portes



298 \$ /mois***

Location 48 mois

Nouvelles lignes à vous couper le souffle.
Moteur Ecotec 2,2 L de 140 HP, boîte automatique 4 vitesses, banquette arrière divisée et rabattable, climatiseur.

GMC Sierra SL 2003 à cabine régulière



358 \$ /mois***

Location 36 mois

Redessiné tout en puissance.
Moteur V6 Vortec 4300 de 200 HP, boîte automatique 4 vitesses et mode remorquage, pont arrière autobloquant.

Grand Prix GT 2003



358 \$ /mois***

Location 48 mois

Moteur V6 3,8 L de 200 HP, boîte automatique 4 vitesses, roues de 16 pouces en aluminium, lecteur CD.

GMC Sonoma SL 2003 à cabine allongée



288 \$ /mois*** **0 \$** Comptant***

Location 48 mois

Moteur 2,2 L de 120 HP, troisième porte, lecteur CD, système ABS.

GMC Jimmy SLS 4x4 2003



378 \$ /mois*** **0 \$** Comptant***

Location 48 mois

Moteur V6 4,3 L de 190 HP, boîte automatique 4 vitesses, pont arrière autobloquant, climatiseur, lecteur CD.

GMC Envoy SLE 4x4 2003



498 \$ /mois***

Location 48 mois

Moteur Vortec 4,2 L de 275 HP, vitres et portes à commandes électriques, miroirs chauffants, climatisation à deux zones.



Vos concessionnaires

du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 2003 en stock suivants: Grand Am (ZNE69/R7C), Envoy (TT15506/R7A), Grand Prix (ZWP69/R7A), Jimmy (TT10516/R7A), Sonoma (TS10653/R7G) et Sierra (TC15903/R7A). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Conditions applicables avec financement à l'achat pour des termes allant jusqu'à 60 mois ou à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors (jusqu'à concurrence de 500 \$ à l'achat). **À la location seulement, dépôt de sécurité payé par General Motors. *** Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (Grand Am: 1 204 \$, Envoy: 3 275 \$, Grand Prix: 2 493 \$, Sierra: 2 850 \$, Jimmy: 0 \$ et Sonoma: 0 \$). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance, frais d'inscription au registre et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km (60 000 km pour Sierra). Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

NOUVEAUX MODÈLES 2003



BUICK

Une offre sous la normale

0 \$

GM paie la 1^{re} mensualité (location ou financement)
GM paie le dépôt de sécurité (location)**



Rendezvous CX 2003

398 \$ /mois***

Location 48 mois

Sécurité 5 étoiles*

Moteur V6 3,4L de 185 HP, lecteur CD, vitres, portes et miroirs à commandes électriques, climatiseur



Century Custom 2003

378 \$ /mois***

Location 48 mois

Prix J.D. Power du « Meilleur véhicule intermédiaire haut de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. »** Moteur V6 3,1L de 175 HP, Groupe Limited, climatiseur

LeSabre Custom 2003

478 \$ /mois***

Location 48 mois

Prix J.D. Power de la « Meilleure grosse voiture pour sa qualité initiale aux É.-U. »** 6 passagers, sièges avant au profil spécial avec appui-tête à auto-alignement



Regal LS 2003

398 \$ /mois***

Location 48 mois

Moteur V6 3,8L de 200 HP, sièges en cuir avant chauffants, toit ouvrant à commandes électriques, transmission automatique



Vos concessionnaires **du Québec**

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 2003 en stock suivants: Rendezvous (48K26/R7A), Century (4WS69/R7C), Regal (4WB69/R7A) et Le Sabre (4HP69/R7A). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Conditions applicables avec financement à l'achat pour des termes allant jusqu'à 60 mois ou à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors (jusqu'à concurrence de 500\$ à l'achat). **À la location seulement, dépôt de sécurité payé par General Motors. *** Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent des É.-U. *Étude américaine J.D. Power and Associates 2002 « APEAL » (performances, exécution et agencement automobiles pour les modèles 2002). Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

LE SOLEIL
ACTUALITÉS

Les certificats de naissance émis avant 1984 pourraient être invalidés

OTTAWA (PC) — Les Canadiens âgés de plus de 12 ans pourraient avoir besoin de nouveaux certificats de naissance, selon ce qu'a appris le *Globe and Mail*, hier.

Ottawa étudie présentement une recommandation du Conseil sur la statistique de l'état civil selon laquelle il faudrait invalider les certificats de naissance émis avant 1984.

Les documents émis avant cette date étant plus faciles à falsifier, on peut aisément s'en servir pour se forger une fausse identité.

Selon M. John McWhinnie, du ministère du Développement des ressources humaines, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contraignent les autorités à renforcer les mesures d'identification personnelle.

Il est facile d'obtenir frauduleusement un certificat de naissance, indique le rapport: « On n'a qu'à fournir les bons renseignements et à s'assurer que l'identité n'est pas celle d'une personne décédée, et n'importe qui obtient le certificat d'une autre personne »

« Ils sont tellement faciles à produire, dit Andrew McBride, auteur du rapport et adjoint au directeur de l'état civil de la Colombie-Britannique, que je pourrais en produire des douzaines chaque jour pour moins de 10 sous. »

Au nombre des solutions, on cite le recours à l'électronique afin de doter les documents de l'état civil d'éléments d'authentification. En outre, les provinces auraient à invalider les certificats émis avant 1984, dont l'authenticité est impossible à contrôler.

Dure journée



Après avoir été boudée en Acadie, où seulement 400 personnes ont assisté à l'inauguration, par la reine, de l'aéroport de Dieppe, Elizabeth II s'est rendue à Ottawa. Dure journée: elle y a été accueillie par nul autre que John Manley, qui avait soulevé la controverse, récemment, par ses propos antimonarchistes.

EN BREF

Retards aux douanes

■ MONTRÉAL — Les automobilistes qui franchiront la frontière canadienne en provenance des États-Unis au cours des trois prochains jours devront être patients. Les douaniers canadiens veulent profiter du long congé de l'Action de grâces pour exercer des moyens de pression et ralentir les opérations aux postes frontaliers. Selon leur syndicat, les douaniers ne feront que respecter leurs tâches, à la lettre. Le litige porte principalement sur les salaires. Afin de limiter le temps d'attente, l'Agence des douanes et du revenu du Canada suggère aux automobilistes de préparer à l'avance tous leurs documents de voyage. (PC)

Projet de train rapide Québec-Windsor

■ OTTAWA — Le gouvernement fédéral étudie de nouveau un projet de train rapide desservant le corridor Windsor-Québec même s'il rejette la technologie « trop coûteuse » du TGV, a rapporté le *Journal de Montréal*, hier. Anthony Polci, un porte-parole du ministre fédéral des Transports, David Collenette, a confirmé vendredi que le gouvernement étudiait le moyen d'améliorer la desserte ferroviaire de ce corridor, mais a refusé de convenir qu'il s'agissait d'un projet de 3 milliards \$. Le projet impliquerait que le Canadian National et le Canadien Pacifique partageraient une même voie ferrée pour le transport des marchandises et accepteraient de libérer une voie pour le transport des passagers. (PC)

Les libéraux charment toujours les Ontariens

■ TORONTO — Les libéraux de Jean Chrétien dominent toujours largement dans les intentions de vote des Ontariens, sur la scène fédérale. Un sondage Ipsos-Reid, mené au début d'octobre, donne 56% d'appuis au Parti libéral, contre 17% au Parti conservateur. L'Alliance canadienne ne recueille que 13% de la faveur populaire alors que le NPD ferme la marche, à 10%. (PC)

Exit Lawrence MacAulay

■ OTTAWA — Les jours de Lawrence MacAulay comme solliciteur général du Canada seraient comptés. Selon le *Toronto Sun*, qui cite des sources au sein du Parti libéral fédéral, M. MacAulay va perdre son poste dès que le conseiller en éthique Howard Wilson publiera son rapport d'enquête sur l'affaire de conflit d'intérêt l'impliquant. M. MacAulay est accusé d'avoir accordé un contrat gouvernemental à un ami politique. (PC)



1^{re} rangée, de gauche à droite : Guy Vézina, gérant Vanier section auto; Alain Bigaonette, gérant Vanier section camion; 2^e rangée : Bruno Gauthier, gérant Beauport; Gerry Bond, gérant Les Saules; Normand de Chantal, gérant Lévis et Serge Dumont, gérant Québec.

Autopneu Auclair

une entreprise familiale
proche de sa clientèle depuis 23 ans

publireportage

Honnêteté, compétence, service rapide et courtois, voilà les principes qui orientent le travail quotidien du personnel des cinq commerces Autopneu Auclair, dans la région de Québec.

Ces cinq commerces sont le fruit du travail acharné de M. Jean-Guy Auclair, président-fondateur de l'entreprise et de toute sa famille qui en assure toujours les destinées.

Au décès de M. Auclair, en 1995, son épouse Denise a comblé le poste de la présidence afin de continuer l'œuvre de celui qui n'avait que 56 ans quand il l'a quittée. Ses trois fils, Jocelyn, Michel et Benoît, l'appuient fortement dans la poursuite du succès de l'entreprise on ne peut plus familiale.

Le premier commerce ouvert par M. Auclair visait le service aux camionneurs. Il a été ouvert en 1979, sur le boulevard Hamel et il existe encore. Mais c'est en 1981 que M. Auclair a décidé de doter son commerce d'une division automobile. Cette année-là, il a ouvert un deuxième commerce sur la rue Lavoie, à Vanier.

Dès le départ, M. Auclair s'est fait une obligation de fournir le meilleur service possible au meilleur prix possible. Sa réputation n'a pas tardé à lui procurer une clientèle si nombreuse qu'il a été amené à ouvrir d'autres commerces. En 1992, il s'est installé à Beauport. En 1998, la famille Auclair décide de doter Lévis d'un **Autopneu Auclair**. Enfin, en 1999, un dernier **Autopneu Auclair** voit le jour à Québec, sur le boulevard Charest Ouest. Peut-être avez-vous déjà été client d'Autopneu Auclair sans le savoir. C'est que l'entreprise exerce son commerce sous la bannière Goodyear dans plusieurs de ses magasins. L'association avec Goodyear remonte à 1986.

Sensible aux besoins du client

Autopneu Auclair a fondé sa réputation en étant sensible aux moindres besoins de ses clients. Quand tout le personnel, même celui de l'administration, est proche du travail à la base, un commerce est plus sensible aux besoins du client et c'est ce qui existe à l'entreprise de la famille Auclair. « Nous voulions offrir un service efficace à un prix raisonnable et c'est ce qui assure notre succès », insiste M. Côté.

Un ensemble de services

Autopneu Auclair offre l'ensemble des services pour tous les véhicules automobiles jusqu'à la camionnette : pneus, mécanique, alignement électronique, air climatisé, etc. Tous les mécaniciens bénéficient d'une formation continue afin de toujours être à jour dans leurs recommandations et leurs actions. Les inventaires gigantesques de ses cinq places d'affaires représentent une force incontestable d'**Autopneu Auclair**.

De gauche à droite :
Michel Auclair, directeur; Normand Côté, directeur administratif;
Denise Auclair, présidente;
Benoît Auclair, directeur production; Jocelyn Auclair, directeur général.

Ouvert
aujourd'hui
et demain

Blitz neiges

avant les

Le printemps et surtout l'automne sont les deux périodes où l'activité est à son plus haut niveau dans le domaine du pneu. La période où l'activité est la plus fébrile s'étend du **15 octobre au 15 novembre**. « Les employés font bien plus que leurs heures habituelles durant cette période » précise le directeur administratif qui ajoute : « Mais la courtoisie demeure toujours une préoccupation même dans cet état d'urgence ».

Des pneus de toutes dimensions

La famille Auclair peut vendre et réparer des pneus de toutes dimensions, allant de quatre à 45 pouces, soit d'un pneu de brouette ou laveuse à plancher au pneu d'une machinerie si lourde qu'il faut se rendre sur place pour le réparer. En effet, Autopneu Auclair possède deux camions munis de mains télescopiques pour tout ce qui est trop gros pour rouler sur les routes.

L'entreprise tient la gamme complète de marques de pneus telles Dunlop, Star, Goodyear.

« Nous avons aussi plusieurs équipements spécialisés comme celui qui nous assure de ne pas briser les roues mag quand nous travaillons sur ce genre de roues. »



Philippe Daigle, mécanicien.

Proche du client

Autopneu Auclair a développé une mentalité différente des gros commerces. Il est très important, dans chaque magasin de l'entreprise, que le gérant connaisse sa clientèle et la reconnaisse.

La famille Auclair a voulu aussi que tout le personnel soit formé de gens d'expérience, qui connaissent la mécanique. « Il n'y a pas de bureaucrates ou de vendeurs-nés chez nous », explique le directeur administratif Normand Côté lors d'une entrevue. Tous les employés sont des mécaniciens d'expérience, peu importe le poste qu'ils occupent dans l'entreprise.

Et la philosophie d'Autopneu Auclair veut que tout le monde, même le personnel de direction, soit partie de tout le processus du service. Les gens ne sont pas surpris de voir, par exemple, un employé de bureau aller changer un pneu ou pousser une auto.

« Toute la famille Auclair possède des connaissances techniques très élevées », dit encore M. Côté.

Dans le département automobile, l'entreprise a su se doter de mécaniciens chevronnés qui assurent le meilleur service possible à la clientèle fidèle précisément parce qu'un service de qualité constitue la grande priorité. Une vingtaine de mécaniciens oeuvrent au département automobile. Mais si on tient compte du département du service pour les camions et de l'administration, Autopneu Auclair compte 70 employés en tout.

Entreposage de pneus

Toujours pour être fidèle aux principes directeurs de l'entreprise, **Autopneu Auclair** offre le service d'entreposage de pneus. M. Côté fait remarquer que beaucoup de gens vivent maintenant en condominiums tandis que d'autres ont des remises trop petites pour recevoir les pneus des deux automobiles qu'on retrouve la plupart du temps dans les entrées des résidences. Le fait que les pneus sont de plus en plus gros est un autre motif qui a amené l'entreprise à offrir ce service à un prix peu élevé si on considère l'avantage qu'il représente pour bien des clients. Une autre caractéristique distinctive de cette entreprise, c'est le service de rattachement ainsi que des modalités de paiement par versements sans frais.

POUR PERMETTRE AUX AUTOMOBILISTES

de ne pas trop être pris à la dernière minute, les places d'affaires d'**Autopneu Auclair** sont ouvertes cette fin de semaine de l'Action de Grâce, de 9 h à 15 h. Ce « **Blitz avant les neiges** » permet aux automobilistes de ne pas payer la TPS qui est assumée par l'entreprise.



Beauport
639, rue Clémenceau
661-1212
Vanier
385, rue Lavoie
683-1010
Les Saules
3755, boul. Hamel
871-6740
Québec
1220, boul. Charest O.
681-4646
Lévis
155, Président-Kennedy
833-3282

DaimlerChrysler se dirige vers une grève

TORONTO (PC) — Une grève chez DaimlerChrysler Canada apparaissait plus que probable, hier, alors que le Syndicat canadien des travailleurs de l'automobile (TCA) laissait entendre que les négociations n'aboutissaient pas.

Les négociations achoppent sur des demandes patronales concernant les horaires, le temps supplémentaire et l'ancienneté.

Le syndicat reproche aussi au constructeur automobile de ne rien faire pour sauver l'usine Pillette de Windsor, en Ontario, menacée de fermeture lorsqu'on y cessera la production des camionnettes Dodge. Environ 1200 personnes perdraient leur emploi.

Le président des TCA, Buzz Hargrove, a indiqué que le syndicat avait quitté la table des négociations après qu'une rencontre eut tourné au vinaigre, hier.

Selon Kerrey Kerr, porte-parole du constructeur, maintenir l'usine de Pillette n'est pas une bonne décision d'affaires. La porte-parole n'a pas voulu commenter au sujet des requêtes patronales, mais croit que les négociations peuvent se poursuivre. DaimlerChrysler soumettra demain une nouvelle offre au TCA.

La date du déclenchement de la grève est fixée à minuit, mardi. M. Hargrove craint qu'il n'y ait pas assez de temps pour en arriver à une entente.

Kyoto: Ottawa favoriserait l'Alberta au détriment du Québec

MONTREAL (PC) — Le gouvernement fédéral se prépare à acheter le consentement de l'Alberta aux dépens du Québec dans le plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre qu'il prépare en vue de la ratification du protocole de Kyoto, a révélé le quotidien *La Presse*, hier.

C'est ce qui ressort de deux documents fédéraux, l'un présenté vendredi par des hauts fonctionnaires et un autre qui a circulé le mois dernier dans les ministères provinciaux et dont *La Presse* a obtenu copie.

Cette perspective inquiète le secteur manufacturier québécois, qui pourrait se faire imposer de coûteuses transformations technologiques alors que la croissance de l'économie albertaine, la plus polluante du point de vue des gaz à effet de serre (GES), serait à peine affectée.

Dans le premier document, on constate que le gouvernement fédéral n'exigera qu'une faible partie de l'effort de réduction de la part des grands émetteurs de GES, en majorité issus du pétrole et du gaz ainsi que de la production thermique d'électricité.

Ces deux secteurs sont pratiquement absents au Québec, mais présents en Alberta et en Ontario. Un autre secteur moins important du point de vue des GES, celui de la métallurgie et de l'aluminium, est présent au Québec et fait également partie des grands émetteurs.

Dans le second document, le gouvernement prévoit que les émissions en provenance des grands émetteurs pourront augmenter de 14 % par rapport à 1990, alors que le protocole de Kyoto impose au Canada de réduire ses émissions de 6 % pour la moyenne des années 2008 à 2012.

Cela veut dire que les autres sec-

teurs de l'économie, comme le transport, le secteur manufacturier en général, ainsi que le volet consommation, devront supporter un fardeau plus lourd. Ces secteurs sont comparativement plus importants au Québec, où presque toute l'électricité est produite par les rivières.

C'est la principale raison pour laquelle le Québec a le meilleur bilan en termes de GES. Par ailleurs, le Québec est le plus grand partisan de la ratification du protocole de Kyoto parmi toutes les provinces canadiennes.

« C'est minime, ce qu'ils demandent aux producteurs d'énergie et au secteur pétrolier, dit Steven Guilbeault, de Greenpeace. C'est un peu curieux. Le fédéral récompense ses ennemis et punit ses alliés. »

Le gouvernement fédéral doit présenter son plan d'action sur la réduction des émissions de GES le 21 octobre à l'occasion de la réunion fédérale-provinciale des ministres de l'environnement et de l'énergie, à Halifax.

« On est contre la ratification de Kyoto dans les circonstances actuelles, dit Paul-André Huot, de l'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec. Est-ce qu'on va devoir payer pour les bonbons qu'on va donner à Ralph Klein? »

L'iniquité appréhendée du plan fédéral sera plus fortement ressentie dans l'industrie au Québec qu'en Ontario. Selon la modélisation économique présentée, l'Ontario est la seule province qui pourrait connaître une croissance plus forte avec l'application du plan fédéral.

Selon les fonctionnaires, ce serait parce que cette province pourrait fabriquer une grande part de la machinerie qui sera nécessaire pour moderniser toutes sortes d'installations afin de les rendre moins polluantes.

Le Québec assumerait de grands coûts économiques même s'il émet peu de GES

RECHERCHE SUR L'ARTHROSE DU GENOU

CHUQ, CHUL

Étude de 2 ans : 12 visites au CHUL et 4 imageries par résonance magnétique du genou effectuées à Montréal (examen d'une heure environ)

Candidats recherchés : Personnes âgées de 40 ans et plus, atteintes d'arthrose du genou

Avantages **possibles** de ce nouvel anti-inflammatoire sous investigation:

- Ralentit la destruction du cartilage de l'articulation
- Cause moins de problèmes gastriques
- Efficace à diminuer la douleur

Pour plus de renseignements : 525-4444 poste 7920

Cette étude a reçu l'approbation du comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL (47.05.09)

Le **VRAI BAZAR** de Stoneham
Prenez le bon départ avec le #1 du bazar au pied des pentes
Roulez jusqu'à la cafétéria de la station Stoneham

Des spécialistes se réunissent pour le plus grand bazar

NEUF TOUT DOIT DISPARAÎTRE

Lots de vêtements de très grandes marques, planches à neige, skis, bottes, bâtons etc..

LA SHOP

SPORTS ALPINS

418-848-2415

Salomon régulier 749.99
VERSE 7mid 2002 avec fixations \$299.99

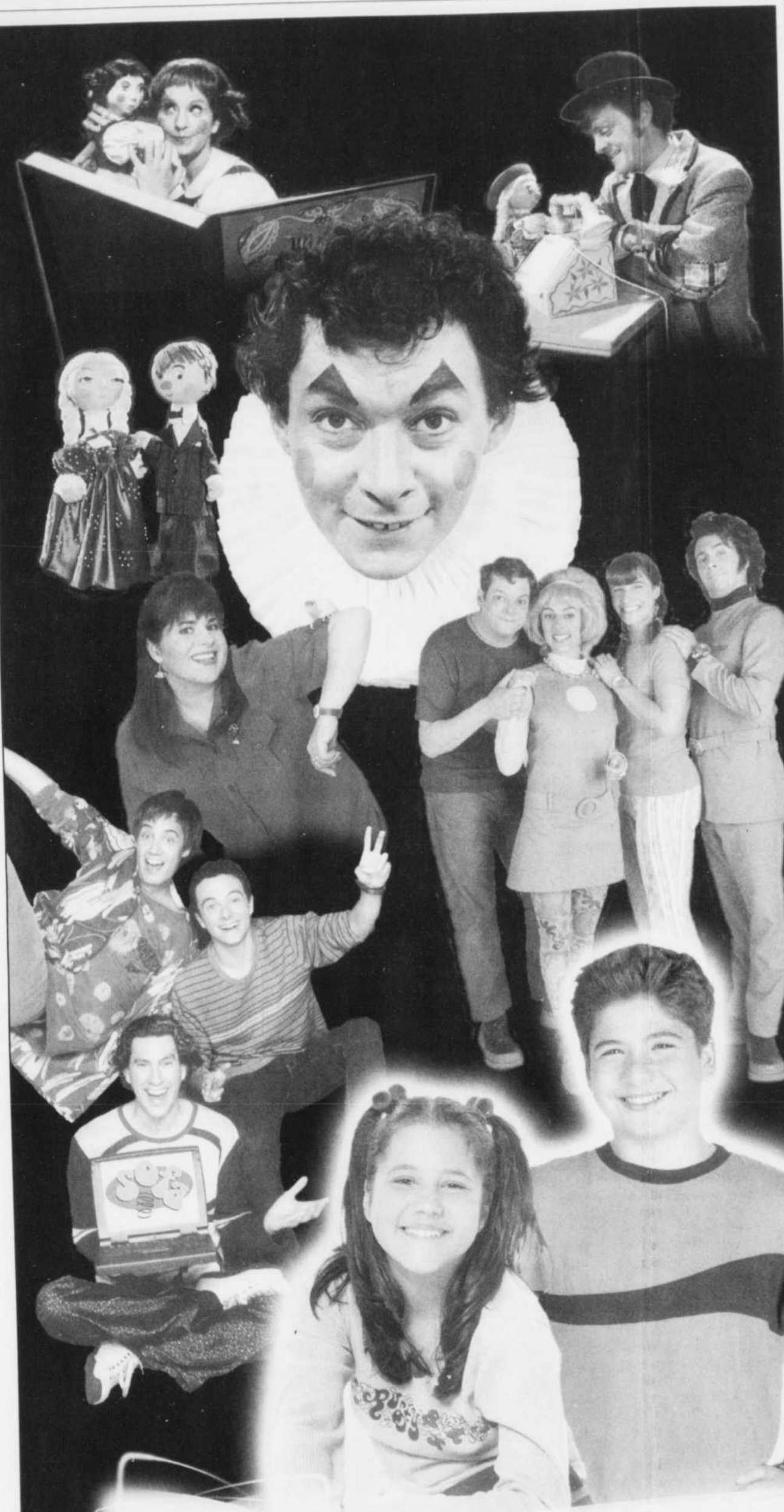
USAGÉ BOTTES DE SNOW \$24.99

Québec 688-3311
Ste-Foy 650-3311
Lévis 838-3111

Nous payons vos équipements usagés

URGENT BESOIN DE SKIS GARANTIE SUR L'USAGE

PLAY IT AGAIN SPORTS



50 ans

Ici Radio-Canada

De beaux souvenirs pour les enfants d'hier et d'aujourd'hui! Une émission spéciale, en direct, pour célébrer 50 ans d'émissions jeunesse à Radio-Canada.

Les animateurs : Catherine Brunet, Julien Bernier-Pelletier

La Boîte à surprises
Prise 2
LES BEAUX DIMANCHES
ce soir 19h30

www.radio-canada.ca/50

Réalisation : Michel F. Gélinas

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Le dg de l'association touristique de Charlevoix quitte son poste

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

LA MALBAIE — Malgré une saison touristique record, le directeur générale de l'ATR de Charlevoix, Éric Fournier, quitte son poste selon un scénario que nous pourrions qualifier de divorce à l'amiable.

« Nous ne nous entendions pas sur les orientations de développement, sur les façons de faire. Nous ne sommes pas en chicane, loin de là, mais dans le contexte d'un renouvellement de contrat, nous avons cru bon de prendre des chemins différents », a expliqué M. Fournier, qui était entré en fonction au mois de mars 1996.

« Charlevoix demeure ma région. J'ai remis sur les rails une ATR en difficulté pour en faire l'une des plus performantes au Québec. J'ai une quarantaine de réalisations dont je peux être fier », continue M. Fournier, citant notamment le budget marketing, qui a augmenté de 250% en cinq ans.

Éric Fournier quitte la tête haute, lui qui vient de remettre le bilan provisoire d'une saison qui s'annonce comme la meilleure de son histoire. Charlevoix a connu des mois de juin et août records. « Ce sera probablement la meilleure année. Nous sommes 4000 chambres en avance sur l'an dernier, dont 35% est dû au taux d'occupation du Manoir Richelieu », explique-t-il.

En juin, le taux d'occupation était de 43,8% alors que celui d'août s'élève à 83,8%. Étrangement, le mois d'août est supérieur à juillet dans Charlevoix, une situation qu'explique facilement M. Fournier : « Les grands événements ont un impact important en juillet. Pourquoi les gens de Québec et Montréal quitteraient la ville alors que se déroulent dans leur cour des spectacles de calibre international? »

Pour ce qui est du succès, les efforts de promotion ont certes joué un rôle, mais la raison principale revient à Dame Nature : « Qu'on le veuille ou non, la température joue pour beaucoup et, depuis quelques années, nous avons été gâtés en août. » Aux mois records il faut ajouter mars avec un taux d'occupation de 44,2%. Le réseau d'hébergement charlevoisien compte 2588 chambres. En comparaison, il y a dix ans, il y avait moins de 2000 chambres dans Charlevoix et le taux d'occupation avait chuté sous la barre des 30%.

Éric Fournier quittera la région de Charlevoix, mais refuse pour l'instant d'indiquer la route qu'il prendra. S'il avoue avoir voulu faire plus pour diminuer la saisonnalité, il se félicite de léguer une organisation en santé, composée d'une équipe capable d'assurer la pérennité. Le conseil d'administration a l'intention de combler le poste dans les prochains mois, sans toutefois aller trop rapidement.

Des écologistes gaspésiens s'inquiètent

Le transfert d'une aire forestière commune au Bas-Saint-Laurent pourrait menacer les rivières à saumons de la Baie-des-Chaleurs

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CASCAPÉDIA-SAINT-JULES — La Coalition pour la gestion des bassins versants de la rivière Cascapédia se prononce contre le transfert d'une aire commune forestière de la Gaspésie vers le Bas-Saint-Laurent, d'abord par crainte des dommages que cette décision pourrait causer aux rivières à saumon de la Baie-des-Chaleurs.

Le Groupe Cédrico a demandé le transfert de l'aire commune 12-40B, actuellement gérée par la direction générale du ministère des Ressources naturelles de la Gaspésie, vers le Bas-Saint-Laurent, pour la fusionner à l'aire commune 12-40A. Le ministère n'a pas encore statué sur la requête, qui a toutefois reçu l'appui du Conseil régional de concertation et de développement Gaspésie-les-Îles.

Le CRCD y a lié quelques conditions, notamment que les normes d'aménagement propres à la Gaspésie soient appliquées, et que les emplois sur le terrain et dans les bureaux soient maintenus. Mais ces conditions sont trop vagues pour les gens de la Coalition des bassins versants, notamment parce qu'ils craignent que, dans les faits, les pratiques de saine gestion forestière, développées depuis des années pour protéger la rivière Cascapédia et ses affluents, tombent dans l'oubli.

« Nous avons établi un guide des saines pratiques forestières qui a mené à l'atteinte de l'objectif zéro en matière des sédiments rejetés à la rivière. Comme gestionnaires de rivière, nous craignons que ces bonnes pratiques soient rejetées (par les fonctionnaires) au Bas-Saint-Laurent. Les échos que nous avons, c'est qu'ils ne sont pas intéressés par ces pratiques. Comme Gaspésiens, nous redoutons



COLLABORATION SPÉCIALE, GILLES GAGNÉ
Marc Gauthier, porte-parole de la Coalition pour une gestion des bassins versants de la Cascapédia

aussi les fuites d'emplois (quatre) et de retombées économiques, et cet autre effritement du territoire de la péninsule vers le Bas-Saint-Laurent »,

explique Marc Gauthier, porte-parole de la Coalition et directeur de la Société Cascapédia, qui gère la rivière du même nom.

JURIDICTION DISPUTÉE

L'aire commune 12-40B, localisée dans l'arrière-pays de la Baie-des-Chaleurs, est située majoritairement dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent et minoritairement en Gaspésie, mais elle a toujours été gérée à partir de Caplan. L'aire commune fait partie de cette péninsule intérieure qui fait parfois l'objet de pourparlers pour qu'elle revienne en Gaspésie, après avoir été concédée au Bas-Saint-Laurent, lors du découpage administratif des années 1980.

M. Gauthier s'étonne que le CRCD Gaspésie-les-Îles fasse abstraction de cette revendication territoriale. En outre, la Coalition, qui regroupe aussi le conseil de bande de Gesgapegiag et la municipalité de Cascapédia-Saint-Jules, reçoit l'appui de la Corporation de gestion et de restauration de la rivière Nouvelle, parce que l'amont de cette rivière serait aussi touché par une éventuelle fusion des aires 12-40A et 12-40B.

Le directeur régional du ministère des Ressources naturelles pour la Gaspésie, Alain Viau, laissera son poste dans deux semaines pour occuper les mêmes fonctions au Bas-Saint-Laurent. Il assure toutefois qu'il n'y a pas de lien entre son transfert et la question soulevée par la demande du Groupe Cédrico. « Il faut se rappeler que la décision du ministère n'est pas prise, et que la proposition initiale du ministère lors de la consultation publique portant sur les aires communes n'allait pas du tout dans le sens de la fusion de 12-40A et 12-40B. »

Fin de la cavale



La Société de la faune et des parcs a attrapé jeudi soir un ours qui rôdait aux alentours de la rue McCormick, à Baie-Comeau. Certains résidents de la paisible rue, détachée par quelques centaines de mètres du reste de la municipalité, voyaient à l'occasion la bête depuis deux semaines. L'ours n'avait cependant jamais cherché à approcher les humains. Faune et Pares a installé une cage jeudi en fin d'après-midi derrière la résidence de Gilbert St-Laurent, « et quelques heures plus tard, l'ours était pris », a indiqué ce dernier. Selon M. St-Laurent, on peut voir de temps en temps des ours dans ce secteur, situé à deux ou trois kilomètres de l'ancien site d'enfouissement sanitaire, fermé tout récemment. S.P.

BAIE-JOHAN-BEETZ

Le magasin général ferme ses portes après 80 ans

STÉPHANE TREMBLAY
Collaboration spéciale

BAIE-JOHAN-BEETZ — Avec la fermeture récente du magasin général de Baie-Johan-Beetz, c'est toute une population qui est fortement ébranlée. Les 80 habitants se sentent encore plus isolés, eux qui demeurent à 320 km à l'est de Sept-Îles.

Le magasin, vieux de 80 ans, était l'âme du village. Il a vu grandir plusieurs générations. Une histoire de famille déchirante. « C'est avec regret et tristesse que nous devons mettre la clef dans la porte du magasin qui a appartenu à ma famille », livre avec émotion Gérard Devost, le propriétaire de l'établissement depuis 1972.

L'ouverture d'une route entre Havre Saint-Pierre et Natashquan, en 1994, combinée à des frais de transports élevés, notamment sur le pain, le lait et la bière, a causé la fermeture du magasin. « Les clients étaient de moins en moins nombreux. Ils allaient de plus en plus faire leur épicerie à Havre-Saint-Pierre, à 70 km à l'ouest. Nous avons également perdu deux des trois pourvoires. Résultat : notre chiffre d'affaires annuel est passé de 400 000 \$ à 150 000 \$. Nous devons fermer avant de tout perdre. Il est préférable d'avoir une retraite prématurée que de ne pas en avoir du tout », déclare Andrée Cassivi, l'épouse de M. Devost.

Les citoyens rencontrés sur le bord de la rue étaient tous peinés par cette fermeture. « Nous venons de tourner

une triste page d'histoire. C'est une institution qui meurt. Nous allons devoir faire une heure en auto pour aller chercher un pain. C'est bien triste. Mais je ne déménagerais pour rien au monde, j'aime la tranquillité de mon coin de pays » a confié au SOLEIL une dame du troisième âge.

Parents de trois grands enfants âgés de 30 à 36 ans, les Devost ont bien voulu passer le flambeau à leurs enfants, mais en vain. « Nos enfants sont à l'extérieur et ils ont chacun leur carrière respective. Cependant, ils sont d'accord avec notre décision. Nous allons maintenant avoir la chance d'aller les visiter plus souvent », mentionne M^{me} Cassivi, qui n'a pas l'intention de quitter son petit village pittoresque, du moins pour l'instant.

Ce magasin, qui servait d'épicerie, de quincaillerie et de magasin de vêtements, cache d'innombrables souvenirs. « C'était le lieu de rassemblement. Dans le temps de mon père tout le monde passait leur soirée ici. Il y avait des activités de toutes sortes », se souvient l'homme de 61 ans.

Baie-Johan-Beetz ne manque pas de charme. C'est dans cette localité de la Minganie que se trouve la plus petite école du Québec avec six élèves et deux enseignantes. C'est là aussi que l'on peut visiter le château centenaire de Johan Beetz. Fièrement dressée sur un rocher, la villa cossue est classée monument historique depuis 1979. Les 80 citoyens, dont une personne sur deux a plus de 50 ans, vivent principalement de la pêche.

Le village perd une de ses vénérables institutions

PROMO MANTEAUX



Les manteaux Laliberté,
Intemporel comme l'Amour!

20%

de rabais sur une vaste sélection de manteaux pour hommes et dames en magasin.

laliberté

595, rue Saint-Joseph Est, Québec 525-4841

* Photo à titre indicatif. Marchandise en magasin seulement. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion.

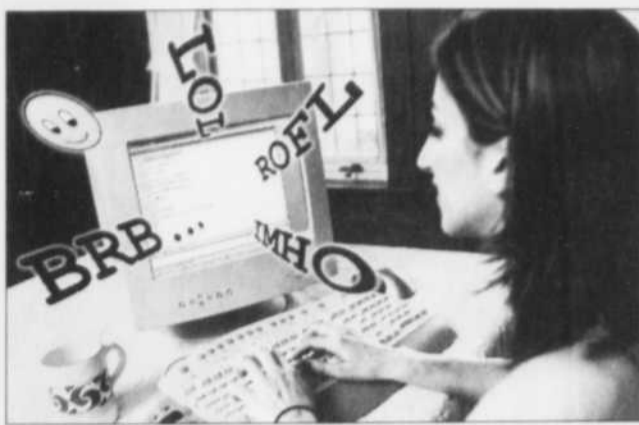
HEURES D'AFFAIRES:
LUNDI AU MERCREDI 9H30 À 17H30
JEUDI ET VENDREDI 9H30 À 21H
SAMEDI 9H30 À 17H DIMANCHE 12H À 17H

1 HEURE DE STATIONNEMENT GRATUIT (ACHAT REQUIS)
• COMPLEXE ODEON • BIBLIOTHÈQUE GABRIELLE-ROY
• PLACE JEAN LESAGE • PLACE CARTIER
• PARCOMÈTRE (1 HEURE)

La mode, notre passion depuis 135 ans

TECHNO/MÉDIA

L'UNIVERS DE L'ÉLECTRONIQUE



ARCHIVES LE SOLEIL
Le système pourrait, à terme, donner la possibilité « à chacun de lire chaque site Internet en n'importe quelle langue », souligne son concepteur, Koïtcho Mitev.

Mise au point d'un algorithme de traduction instantanée

VESSELA SERGUEVA
Agence France-Presse

■ SOFIA — Des chercheurs bulgares ont mis au point un algorithme de codage numérique de la parole humaine permettant à des personnes parlant des langues différentes de communiquer, chacune dans son idiome, au téléphone ou dans Internet.

Koïtcho Mitev, un ingénieur de Roussé (nord) a mis au point ce système qui, explique-t-il, consiste en une « traduction de pensées entières formulées dans des phrases ».

Selon ce système, les mots de chaque langue sont codés par un ordinateur qui les classe en verbes, noms, pronoms, adjectifs, etc... Cette différenciation permet à l'ordinateur d'effectuer une analyse syntaxique de la phrase pour formuler, dans une autre langue, la pensée exprimée.

Pour le faire, il détermine d'abord le mot représentant le verbe, puis le sujet et les autres parties de la phrase prononcée avant de formuler la phrase correspondante dans une autre langue conformément à sa grammaire, précise M. Mitev à l'AFP.

Le système permet « une libre communication, non seulement au téléphone et par l'Internet, mais aussi de l'internet au téléphone et vice-versa », affirme-t-il. Il donne la possibilité « à chacun de lire chaque site internet en n'importe quelle langue », souligne M. Mitev.

« Le système est basé sur l'idée que toutes les langues et dialectes sont "égaux". Il permettra de préserver toute la richesse linguistique de l'humanité », affirme le chercheur qui a fait breveter en octobre son système.

L'inventeur cherche parallèlement un soutien financier pour élaborer un prototype en plusieurs langues. Un projet-pilote en trois ou quatre langues avec un nombre limité de mots coûterait entre 250 000 et 280 000 euros. Pour une application de la méthode à toutes les langues européennes, M. Mitev estime les investissements nécessaires entre 180 et 200 millions d'euros.

M. Mitev, 55 ans, a développé son invention avec les membres de sa famille. Son fils âgé de 27 ans a une maîtrise en gestion, son épouse slovaque est dessinatrice industrielle dans le bâtiment, et sa fille, ingénieur et économiste, travaille en Slovaquie. Pour ses recherches il a compté sur « l'appui moral » d'un ingénieur en informatique, le docteur Anguel Smrikarov, recteur adjoint de l'université de Roussé.

Celui-ci estime que la méthode des Mitev « transformera nos idées de communication ». Pour son application « de très grands investissements seront nécessaires non seulement pour élaborer le logiciel, mais aussi pour modifier la "quincaillerie" », a-t-il déclaré à l'AFP.

Le Bureau bulgare des brevets a breveté le système le 4 octobre 2002. Il doit être présenté aux milieux scientifiques bulgares lors d'une assemblée de chercheurs à l'université de Roussé, les 31 octobre et 1^{er} novembre.

Rogers vous aime

... mais cela ne l'empêche pas de vous faire un cadeau de Grec

J'ai appris avec ravissement, cette semaine, que Rogers AT & T, le fournisseur de communications sans fil, est absolument fier de mon comportement d'abonné irréprochable et qu'il m'aime au point de se soucier du bien-être de ma famille. Pour le prouver il est prêt à m'envoyer, tout à fait gratuitement, un deuxième portable pour que j'en fasse profiter les miens. *Yes!*

C'est un charmant représentant des services de télémarketing de Rogers qui a communiqué avec moi, mercredi. Appelons-le Pierre, puisque j'ai oublié son nom et que ce prénom est celui du plus célèbre des pêcheurs. Pierre, donc, m'appelle pour me dire que Rogers AT & T est si content de mon comportement d'abonné modèle qu'il m'a choisi pour bénéficier de son forfait famille.

Quand j'essaie de l'interrompre pour lui dire que je ne suis pas intéressé, que je suis satisfait des services auxquels je suis abonné, il se fait plus insistant et plus convaincant. Il vient de ferrer le poisson.

Au cours des 10 minutes qui suivront il m'expliquera en long et en large à quel point Rogers m'aime, à quel point il veut qu'un autre membre de ma famille puisse profiter des bienfaits du portable. Il faut dire que l'appât est alléchant : un deuxième téléphone, un Nokia GSM avec ses accessoires, tout à fait « gratos », livré à domicile, avec un surplus mensuel minime. Le poisson commence à faiblir et n'offre plus aucune résistance. À peine quelques hésitations que le charmant Pierre écarte d'un revers de la main...

Le volubile et intarissable « télémarketeur » me fait savoir qu'il s'agit d'un appareil de qualité, qui coûte 315 \$ à Rogers AT & T, mais qu'on me fournit gratuitement. Avant que j'aie le temps de m'étonner, il précise que je dois comprendre les formules comptables et que quand je recevrai le téléphone, dans les cinq jours qui suivront, il sera accompagné d'une facture de 50 \$, avant taxes, mais que ce sera pour la forme et que je n'aurai rien à déboursier, qu'il me suffira de retourner le cadou trouvé dans la boîte et que Rogers me créditera cette somme. Cela lui prend cependant une autorisation de paiement, soit par prélèvement bancaire, soit par carte de crédit.

Au fil des explications — il me demande souvent si j'ai bien compris — Pierre me balance que le forfait est un cadeau qui ne me coûtera presque rien. Des frais initiaux de 15 \$ pour l'activation de la ligne, contrairement aux 35 \$ qu'il en coûte quand on achète un portable. Précisons ici que je suis abonné depuis mai 2001 au plus petit forfait de Rogers AT & T, celui à 20 \$ par mois qui me coûte 32 \$ et des poussières quand on a ajouté la redevance mensuelle de 6,95 \$ au CRT, les 0,99 \$ pour le 9-1-1 et les taxes. Selon le charmant Pierre, avec le forfait famille cela me coûtera désormais 35 \$. Je lui demande plus d'une fois si c'est bien une différence de 3 \$ avec mon compte actuel, toutes taxes comprises et il me répond que oui.

Il me demande alors de m'armer d'un crayon et d'un papier et de patienter, qu'il va me transférer aux services financiers. C'est Mary — appelons-la ainsi car j'ai oublié son nom à elle aussi et ce prénom va tellement bien avec son accent anglophone — qui me répond et qui entame l'interrogatoire. Elle prend soin de me préciser au préalable que notre conversation est enregistrée, sans doute pour éviter tout... malentendu. Elle bonimente en lisant visiblement son texte, la vérification des coordonnées se fait sans problème, la confirmation de la livraison est réglée. Mary finit par me dire qu'il m'en coûtera 15 \$ par mois, en sus des 20 \$ de mon abonnement actuel, pour le forfait famille. Un total de 35 \$, avant redevances et taxes... Pas la fin du monde, direz vous, mais loin des belles promesses d'Pierre.

Le poisson se débat, saute hors de l'eau. Assez, c'est assez ! « Je viens de me faire dire que c'était 15 \$ une première fois pour l'activation et, par la suite, 3 \$ de plus par mois... » que je rétorque, me retenant pour ne pas être irrespectueux, mais en grognant quand même un peu. Sans donner le temps à Mary de fournir des explications que je peux facilement deviner, je lui signifie que c'est fini, qu'elle doit m'oublier. Et j'ajoute que le message se rendra sans doute quelque part, puisque nos propos sont enregistrés. Elle me laisse, sans trop d'excuses, pressée sans doute de passer à un autre poisson qui gigote au bout du fil.

Au terme de cette aventure de télémarketing j'aurai perdu 15 précieuses minutes et, surtout, la confiance que j'avais pour Rogers AT & T que je croyais plus respectueuse pour ses abonnés. Même s'il dit les aimer bien fort et vouloir leur faire un cadeau. Qui, mon cher Pierre, le poisson a fini par comprendre : c'était bien un cadeau, mais un cadeau de Grec !



Michel Truchon

MTruchon@lesoleil.com



Le leurre

CÉDÉROM EN STOCK



Le nouveau Larousse à un clic de souris

Que l'on écrive des textes, de la poésie, un travail scolaire ou simplement un courriel, mieux vaut utiliser les mots correctement et surtout les écrire sans fautes. Avec les logiciels de traitement de texte et ordinateurs, même si certains éditeurs comportent leur dictionnaire, il faut souvent faire appel à un vrai dictionnaire.

Le *Petit Larousse* est de ceux-là avec l'avantage de pouvoir le consulter sans utiliser le Cd-ROM grâce à une installation complète. Il faut au moins 450 Mo d'espace disque, mais ça vaut la peine. On peut toujours opter pour une installation minimale qui occupera tout de même 100 Mo ou l'installation partielle à 118 Mo pour la consultation rapide du dictionnaire sans les éléments multimédias. Malheureusement pour les adeptes de la Pomme, il n'y a pas de version pour Macintosh.

La présentation du dictionnaire a été quelque peu rajeunie. La navigation est simple, intuitive et conviviale partout, sauf dans la section des « thèmes » où c'est un peu moins évident.

Puisqu'il s'agit d'un dictionnaire, il y a d'abord la zone du dictionnaire avec les noms communs (59 000) et les noms propres (28 000). On peut faire ses recherches dans l'une ou l'autre des sections ou dans les deux à la fois. Lorsqu'il y a des sons, des images, des dessins ou des animations, ils sont présentés dans une troisième colonne dans la fenêtre principale. Par défaut, cette fenêtre trop petite à mon goût. Il faut l'agrandir pour voir les médias associés aux mots.

Les autres sections du dictionnaire offrent les pages roses avec les proverbes, les locutions latines, grecques et étrangères ainsi que les mots historiques. Il y a aussi le module des tableaux où l'on trouve les abréviations, les membres de l'Académie, la liste des papes, les monnaies, les prix Nobel, etc. On ne saurait se passer du module des conjugaisons avec les règles du pluriel et les accords du participe.

Le dernier module présente les médias : cartes, drapeaux, photographies, dessins, animations, sons et des sites Internet sur un millier de sujets qui vont de l'agriculture à Voltaire en passant par les divers pays, la NASA et le surréalisme.

Si l'ensemble du dictionnaire est très intéressant, j'ai eu plus de difficulté à comprendre la logique de la recherche par thème sur les noms propres avec son fonctionnement sur trois colonnes dans un index préétabli, des critères de sélection de disciplines, de lieu et de temps et une dernière colonne où s'afficheront les résultats. Ça ne m'a pas impressionné.

Il est possible de constituer des dossiers avec les différentes recherches et de sauvegarder le tout pour une consultation ultérieure. Une fonction d'hyperappel permet d'accéder au dictionnaire d'un seul clic dans Word, Excel, Power Point et dans les logiciels de messagerie. Ça fonctionne très bien. Enfin, dans toutes les définitions, un double clic sur un mot ouvre une nouvelle fenêtre de définition.

Sauf pour la recherche thématique, il s'agit d'un très bon produit.

ÉVALUATION: ★★★★★
Disque PC. Configuration minimale: Pentium II 300 MHz, 32 Mo de mémoire vive, Windows 95 et suivan, affichage en milliers de couleurs, lecteur 4 X. Éditeur: Larousse. Prix suggéré: 40 \$. Distributeur: ICE Multimédia.

Frankie Globe-Trotters

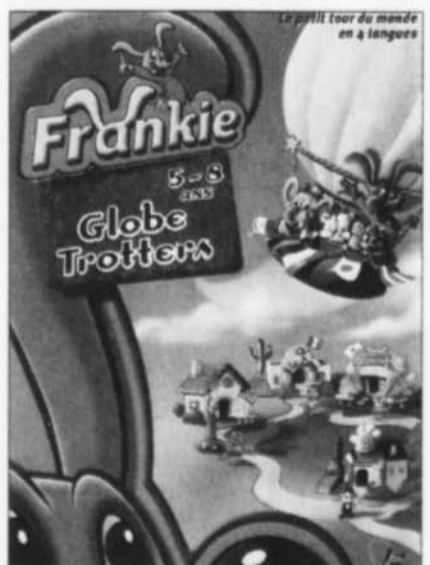
Dans la série *Frankie*, conçue pour les jeunes de cinq à huit ans, l'enfant part avec Basile et Philibert pour un tour du monde où il pourra visiter le festival international et différents pavillons de pays: le Japon, le Mexique, la France et les États-Unis.

L'écran principal montre les quatre pavillons et le hall principal constitué d'un globe terrestre. Lorsque l'enfant visite les pavillons et réussit les jeux et les activités, il accumule des morceaux de globe terrestre. Avec quatre morceaux, il peut visionner l'un des nombreux vidéos sur les pays.

Côté activités, il y a les marionnettes à habiller, les dessins à colorier, le jeu de cache-cache du drapeau dans la cuisine, un jeu d'aventure en plein air, le téléphone et les séquences de numéros à répéter et les histoires à raconter. Dans toutes ces activités, les personnages s'expriment dans leur langue maternelle. On entendra l'histoire du Petit Chaperon Rouge, ou une autre propre à la culture du pays, en espagnol, en anglais, en japonais et en français. Les objets et les couleurs seront aussi identifiés dans la langue du pavillon. De même, il y a trois niveaux de difficultés pour les jeux.

Si le parcours dans les langues étrangères peut dérouter, cela pourrait se produire avec les plus jeunes, les enfants auront non seulement l'occasion d'entendre des mots dans une autre langue, mais aussi la possibilité de faire la correspondance dans leur propre langue.

L'interface est simple, colorée, conviviale et très agréable. La qualité des séquences vidéo est moyenne, mais il s'agit d'une façon intelligente de prendre contact avec d'autres langues et d'autres cultures.



ÉVALUATION: ★★★★★
Disque hybride MAC/PC. Configuration minimale: MAC G3233 MHz, Mac OS 8.1 à 9.1. PC Pentium 233 MHz, Windows 95 ou supérieur. 64 Mo de mémoire vive, 10 Mo libres sur le disque, affichage en milliers de couleurs, lecteur 8 X, imprimante recommandée. Éditeur: Knowledge Adventure, ICE Multimédia. Prix suggéré: 30 \$. Distributeur: ICE Multimédia.

INFO UNIK

Votre partenaire de choix dans la nouvelle ère digitale

**ENSEMBLE COMPLET
MODULUX**

Intel Pentium 4™ 1700Mhz
Mémoire vive 256Mo
Disque dur Maxtor 30Go
Graveur L.G. 40x12x40 CD-RW
Nvidia Geforce 4 64Mo AGP
Boîtier mid-tour 300W ATX
Moniteur 17" Samsung
Fax/Modem 56K v.92 PCI
Microsoft Windows XP Fr.
Et Plus (détails en magasin)

1298\$

www.infounik.com
(418) 681-9434

PLACE PUBLIQUE

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'édition JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

BLOC-NOTES

Mario et les autres

Mario, Mario, Mario. Il y a Mario et les autres. Mario Dumont suscite l'enthousiasme sinon les pires appréhensions. Enfin des idées nouvelles, un regard neuf, un politicien différent, écrivent ses partisans qui s'y reconnaissent dans ce jeune homme qui dit tout haut ce qu'ils pensent tout bas. On achète son taux unique, ses bons d'éducation, la réduction promise de sa fonction publique (ah, s'il peut mettre ces maudits syndicats au pas !) et tout le reste. Beaucoup de lecteurs, tannés des politiciens traditionnels, adhèrent à ce langage « neuf ». Mario canalise, à tort ou à raison, beaucoup de frustrations.

Les opposants à sa vision sont plus nombreux à écrire et ils ne ratent pas une occasion de sauter à pieds joints sur ses déclarations contradictoires ou sur ses imprécisions. Il faut dire que ses mouvements d'avance-recul des dernières semaines attisent leurs craintes. Ils se sentent menacés dans leurs valeurs sociales par celui

qui ne craint pas une certaine forme de privatisation, en santé du moins. Sans parler de tous les syndiqués et employés de la fonction publique qui se sentent méprisés, menacés et qui promettent d'en découdre. On dirait un catalyseur qui force les citoyens à se brancher entre la droite et la gauche. Et soudainement la société québécoise ne paraît plus aussi homogène, au bord de la cassure même, tous ne partageant pas les valeurs de sa « social démocratie ».

De vrais débats, aussi passionnés que l'étaient ceux qui portaient sur la question nationale quand on était prêt à en venir aux poings, pour un Oui ou pour un Non. Ça promet pour la journée de la claque, au Jour de l'An. Aie ! Aie ! Aie !

Pour le reste, vos préoccupations sont très variées. De George W. à l'Opus Dei, des infrastructures municipales aux grandes surfaces, des petites centrales au fil de l'eau à l'accord de Kyoto...



Robert Fleury

R.Fleury@lesoleil.com

continuez d'écrire, c'est toujours intéressant même si parfois, c'est un peu trop personnel et détaillé pour être publié.

Deux coups de cœur aujourd'hui que je vous invite à lire. Le premier, de Francine L. de Sainte-Foy. Même si elle est employée du gouvernement, cette « monoparentale » peine à joindre les deux bouts et elle a l'impression que nos dirigeants gaspillent son argent pendant qu'elle se prive pour les siens et que ses rêves foutent le camp. J'ai communiqué avec elle et ses raisons sont valables de ne pas vouloir être identifiée par son nom complet. Mais elle existe pour vrai.

L'autre, c'est cette citoyenne de l'Ancienne-Lorette qui se scandalise que des gens meurent de faim encore aujourd'hui et qui a décidé de faire quelque chose. Une pétition qu'elle distribue dans les dépanneurs de son patelin et qu'elle fait circuler sur Internet pour envoyer à Jean Chrétien.

Pas un truc patenté ou chapeauté par de grandes organisations mais une initiative maison. Bon, une fois n'est pas coutume: vous avez son adresse de courriel. Ce sont des actions citoyennes comme ça qui font parfois bouger les choses. Vivian Labrie aussi était naïve. Sauf que ses 215.307 signatures pour une Loi pour l'élimination de la pauvreté sont en train de devenir une vraie Loi à l'Assemblée nationale. Pas mal pour une utopie !

Le forum de discussion, dans la Boîte aux lettres de la page d'accueil de cyberpresse.ca/soleil, ne lève pas. Deux nouveaux sujets: ce que vous pensez des idées de Dumont et des infrastructures municipales. Si ça vous laisse froid, dit mon collègue Yves Therrien, lancez votre débat en expédiant un mot au modérateur (YTherrien@lesoleil.com). Si ça vous tente de clavarder.

Pour vos lettres, n'oubliez pas de donner votre adresse complète et votre numéro de téléphone (ils resteront confidentiels), l'adresse courriel ne suffit pas.

Bon congé !

Le Canada ou le pion de la Reine !

Depuis 1967, et le rapatriement de 1982 n'a rien changé à cela, la reine Elizabeth est chef de l'État canadien et tous les actes du gouvernement sont accomplis au nom de celle-ci. Devinez qui paie la note ? C'est nous qui assumons les coûts de tout ce flâna royal rappelant une époque et une façon de faire révolue. Des chiffres ? Au moins 16,4 millions pour Rideau Hall lors de l'exercice 2001-2002. Et ne sont pas comptabilisés de ce budget les voyages de Madame Clarkson à l'étranger. La facture de ses frais de déplacement, de son mari et des délégations l'accompagnant passe dans le budget du ministère canadien des Affaires étrangères. Sans oublier la part du gâteau des lieutenants-gouverneurs de chaque province et territoire: un autre 10 millions de dollars. Combien coûte le présent voyage de la reine, nous le saurons seulement une fois ce dernier terminé. Combien nous coûte la royauté ? Trop et il faudra plus qu'une réforme pour que ça change, il faudra se défaire de la Constitution canadienne. Nous savons déjà ce que cela veut dire.

Yves Samson
 Québec

Couverture exagérée de Radio-Canada

Edgar, la reine... c'est trop ! Radio-Canada a fait un reportage de cinq minutes sur le Montréalais qui habite avec son cochon Edgar quand l'Amérique se prépare à une guerre contre l'Irak: c'est assez pauvre ! Mais là, synchroniser le voyage d'Elizabeth II à Iqaluit avec le journal du midi, pour nous montrer à quel point le fédéral s'occupe bien des Inuits, c'est vraiment trop. On aurait pu le mentionner au passage, avec un flash de cinq secondes comme celui qu'on utilise pour annoncer les génocides en Afrique, mais non. Il fallait une émission spéciale d'une heure et demi ! Depuis que Rabinovitch est à la tête de l'institution, Radio-Canada est tellement mauvais que j'ai l'impression d'écouter CBC. Mais tout le monde sait que la Reine n'est qu'un symbole... Elizabeth II nous rappelle que notre système politique se trouve en continuité directe avec le projet colonial britannique, qui avait pour but de transformer la terre entière en zone d'influence du peuple anglais. L'émission spéciale de Radio-Canada tombe dans l'indécence et la provocation. C'est en voyant ces jeunes Inuits chanter l'hymne national du Canada en inuktituk que j'ai compris que l'argent pouvait vraiment tout acheter. Les Inuits savent maintenant ce que c'est que d'être récupérés...

Benoît Dubreuil
 Étudiant en philosophie Université de Montréal

Je suis écœurée de payer

Je suis mère monoparentale de deux adolescents et je gagne 32 000 \$ par année (ce qui est déjà mieux que bien d'autres mères dans la même situation que moi). Je suis écœurée de payer, pour des (\$\$\$) de dépenses pour lesquelles je suis en désaccord. Je me fends en quatre pour économiser, pour arriver dans mon budget: je découpe les coupons de Métro, de IGA, de Provigo; je cours chez Jean-Coutu pour le savon et chez Racine pour le jus d'orange,



« Combien coûte le présent voyage de la reine, nous le saurons seulement une fois ce dernier terminé », croit un lecteur. Combien nous coûte la royauté ? Trop et il faudra plus qu'une réforme pour que ça change, il faudra se défaire de la Constitution canadienne. »

en somme, je fais des efforts ! Pour-quoi nos « élus » ne font pas la même chose ?

Je suis écœurée de payer pour la Lieutenant-gouverneur du Québec qui nous coûtait il y a cinq ans 300 000 \$/année, alors que cette année, ce p'tit montant a grimpé à 1 200 000 \$. C'est vrai que ça coûte cher faire du ski au Mont Tremblant: c'est un rêve que les garçons et moi caressons, mais que nous ne réaliserons probablement jamais.

Je suis écœurée de payer pour cet avocat du Saguenay, François Martin, qui nous charge 1000 \$/jour pour défendre un criminel des Hells, plus 1500 \$/mois pour un p'tit appartement à Montréal (il faut bien qu'il ait un pied à terre le pauvre...), plus le coût de ses repas (je ne sais pas où il mange, mais c'est certainement pas chez Ashton).

Je suis écœurée de payer, pour j'sais pas combien de ministres, leur limousine et leur chauffeur, quand on sait qu'au prorata, y'a plus de ministres ici au Québec qu'aux États-Unis, la première puissance mondiale... C'est scandaleux ! J'prendrais bien une p'tite partie de cet argent-là pour changer mon auto, pis m'acheter une grosse cabane.

Je suis écœurée de payer pour un maire et ses p'tits copains qui dépensent à qui mieux mieux « mes » taxes pour aller se pavaner en France. J'aimerais ça avoir une infime partie de cet argent-là pour payer le soccer de mon plus jeune l'été; l'habiller pour l'école; acheter un nouveau vélo à mon plus vieux; aller tous les trois « bruncher » dans un grand restaurant; aller au bord de la mer aux vacances d'été au lieu d'aller à la plage Jacques-Cartier; et bien d'autres rêves que je ne réaliserai jamais...

Alors, je me tourne vers vous Messieurs et Mesdames les journalistes. Pouvez-vous faire quelque chose ? Pouvez-vous, par vos écrits, par vos paroles, mobiliser et rassembler les gens afin qu'ils réagissent ou bien, même vous, vous acceptez de payer sans protester ? Que dois-je faire ? Répondez-moi quelqu'un ! Une femme écœurée.

France L.
 Sainte-Foy

Pétition d'une citoyenne ordinaire

Chers lecteurs, aujourd'hui je veux vous rejoindre pour qu'ensemble nous adions nos dirigeants à établir des priorités. Replaçons nos valeurs dans le bon ordre, disons aux personnes qui ont le pouvoir de changer des choses de la faire. Pensez-y deux minutes, on est en 2002 et des gens meurent de faim ! James Bamber, un grand reporter à la télévision de radio-Canada, disait lors d'une entrevue avant sa mort: « Je vais mourir d'une maladie, c'est pas facile, mais ça fait partie de la vie. Ce que je trouve le plus difficile à vivre, c'est de penser qu'aujourd'hui et demain des gens vont mourir de faim ! C'est inconcevable que des gens meurent de faim et les dirigeants ne font rien pour changer cela » ! J'invite tous ceux qui souhaitent signer une pétition qui sera adressée à M. Chrétien le 11 novembre 2002 (Jour du Souvenir), de communiquer avec moi par courriel à l'adresse suivante: luciegoulet@globetrotter.net

Des propos inadmissibles

Dans une entrevue récente, Mario Dumont déclarait: « Les hauts fonctionnaires devraient commencer à être nerveux », faisant par là allusion aux coupures draconiennes qu'il entend infliger à la fonction publique s'il était porté au pouvoir. M. Dumont oublie que derrière ces « hauts fonctionnaires », il y a des maris et des femmes, des pères et des mères de famille. Pourquoi menacer ainsi ces personnes alors que 70% d'entre elles auront pris leur retraite d'ici une dizaine d'années ? Ces paroles révèlent un cruel manque d'empathie, et plus grave encore, de jugement. Il est aberrant de les entendre de la bouche de quelqu'un qui aspire à devenir Premier ministre du Québec aux prochaines élections.

Jean-Sébastien Drapeau
 Beauport

En colère contre l'attitude des vieux partis !

J'ai 46 ans et je ne suis pas adéquate. Pourtant je ne peux m'empêcher de trouver troublant l'acharnement des vieux partis aux nouvelles idées de Mario Dumont. Sitôt qu'il lance une idée, on se mobilise pour l'attaquer personnellement. Quand il n'avait aucune chance de gagner les élections (selon les sondages), il laissait indifférent, on le regardait de manière paternaliste. Maintenant qu'il est devenu menaçant (toujours selon les sondages), on s'attaque de façon presque concertée à toutes ses idées, on le ridiculise, on l'ostracise. Même s'il ne remporte pas la prochaine élection, M. Dumont aura eu le mérite de faire avancer les choses. Les vieux partis ont déjà commencé à récupérer ses idées. Comme un adolescent qui fait réfléchir ses vieux parents, ses vieux profs et ses vieux éducateurs...

Pierre Nadeau
 Pintendre

Écouter les vraies réponses...

L'entrevue que Paul Arcand a fait subir à Mario Dumont m'a littéralement dégoûtée. L'homme qui pose les vraies questions ne se donne même pas la peine d'écouter les réponses. Mario Dumont n'a jamais dit qu'il connaissait toutes les réponses mais il a au moins eu l'intelligence de réfléchir aux problèmes du Québec et de suggérer des solutions différentes de toutes celles qui n'ont pas fonctionné à ce jour. Pourquoi tant s'acharner à lui nuire si ce n'est la peur qu'il ait raison ? J'ai 68 ans, je connais les jeunes et je lui fais confiance pour choisir ses collaborateurs et pour tenir compte de l'intérêt de tous les Québécois. Et il aura droit à ses erreurs comme tous ceux qui l'ont précédé.

J'en profite pour remercier Stéphane Bureau (encore un jeune) qui lui, nous a offert une entrevue chaleureuse et intéressante avec le même Mario qui, cette fois, a eu droit à la parole.

Ginette Filion Julien
 Charlesbourg

Le dinosaure des 4X4 et des grandes surfaces

Le dinosaure est un animal préhistorique gros et lent, connu pour son petit cerveau et ses difficultés d'adaptation dans son propre environnement. Il utilise beaucoup d'énergie et consomme sans arrêt. Le dinosaure qui circule en 4X4 dans un embouteillage croit qu'une route de plus règlera son problème de transport: il ne voit pas que ses rejets auront tôt fait de paralyser les nouveaux axes routiers ni que le climat se réchauffe car il « climatique ». Il utilise des phares antibrouillard en ville sans penser qu'il aveugle ceux qu'il croise.

Lorsque l'idée de limiter le développement des grandes surfaces surgit, il y voit une atteinte à sa liberté de consommer dans les endroits gigantesques entre lesquels il se déplace sans arrêt pour arracher, ici et là, un morceau qu'il croit être à la mesure de sa pause. Parle-t-on de préserver un morceau de forêt au centre ville ? Il n'y voit que du gaspillage. Voit-il les gros écraser les petits ? Il se dit que les petits « doivent s'adapter et réagir plus dynamiquement aux changements dans les habitudes de consommation ». Mais, d'abord et avant tout, c'est du changement qu'a peur le dinosaure. S'il hurle seul, il est condamné. Si son cri est amplifié par la presse, il prend de l'importance et intimide ceux qu'il appelle les décideurs. Qu'ils décident.

Claude Picard
 Québec

À quoi servent les régies régionales ?

À quoi servent les régies régionales ? Je me le demande. Aucune réponse ne me semble justifier leur existence. Augmenter la bureaucratie, déléguer les problèmes des directeurs d'hôpitaux à d'autres gestionnaires, alourdir les prises de décision, ralentir le processus des listes d'attente dans le réseau. Il me semble qu'un gestionnaire qui connaît son milieu est plus à même de prendre une décision raisonnable et conséquente. Le ministre Legault pourrait sûrement faire des économies de temps, d'énergie et d'argent en donnant plus de pouvoir aux directions d'hôpitaux. C'était comme ça avant... et il y avait moins de problèmes.

Claudette Auger
 Québec

Beethoven et Québec

On célèbre cette année le centenaire de la fondation de l'Orchestre symphonique de Québec. En 1825, Beethoven a offert le canon Freu'dich des Lebens au professeur de musique Theodor Molt, en visite à Vienne, parce qu'il venait de si loin... Québec est la seule ville de l'Amérique du Nord à avoir reçu un tel honneur de la part de l'illustre compositeur.

Jean Poirier
 Sainte-Foy

ÉCRIVEZ-NOUS !

Votre opinion compte pour nous. Pour être publiés, vos courriels ou vos lettres doivent être très courts, d'intérêt public, identifiés de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Nous nous réservons le droit de les résumer, de les raccourcir ou de ne pas les publier.

Adressez-les comme suit :

Par courriel: opinion@lesoleil.com

Par la poste:

Carrefour des lecteurs
 Journal Le Soleil
 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547

CANAG en difficulté

Des administrateurs tentent de relancer l'entreprise gaspésienne

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ **SAINTE-ANNE-DES-MONT** — Le Chantier d'armement naval gaspésien (CANAG) se retrouve dans un véritable bourbier financier. La petite entreprise, déjà sous la protection de la Loi contre la faillite et l'insolvabilité, prévoit déposer une proposition à ses créanciers.

Les administrateurs du petit chantier naval tentent d'obtenir un nouveau délai, jusqu'au 11 novembre, pour finaliser la proposition qui sera soumise aux créanciers. Ils souhaitent dénicher de nouveaux actionnaires, ou une société, pour remettre l'entreprise à flots.

Entre-temps, le chantier poursuit modestement ses activités. Six employés, sur la vingtaine que comptait l'entreprise, finalisent le radoub d'un navire. Les travailleurs viennent aussi de complé-

ter les travaux sur un autre bateau, dans un deuxième atelier. CANAG aurait un contrat de construction de navire en poche mais ne peut l'exécuter, faute de moyens.

UNE DETTE DE 1,7 MILLIONS

Selon un document consulté par LE SOLEIL, les dettes s'élèvent à plus de 1,7 M\$. «Le principal créancier est la Caisse populaire de la Haute-Gaspésie (974 902 S), confirme un des administrateurs de l'entreprise.

Or, jusqu'ici l'institution financière a été d'une patience exemplaire. Les fournisseurs, des créanciers non-garantis, se partagent une somme d'environ 300 000 \$. Le solde est constitué de participations financières versées par des organismes de développement et de subventions remboursables.»

Selon nos informations, le programme d'aide à la construction navale mis sur

pié par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation serait en partie responsable des difficultés financières du petit chantier. En décembre, les administrateurs de CANAG avaient d'ailleurs dénoncé cet outil qui, disaient-ils, «les forçait à utiliser leur fonds de roulement pour répondre aux exigences financières gouvernementales.»

Des problèmes de gestion auraient également noyé l'entreprise dans un bain d'encre rouge. Le premier avis aux créanciers a été adressé le 7 août.

Le Chantier d'armement naval gaspésien est spécialisé dans la construction et la réparation de petits bateaux. Il s'agit de la deuxième tentative de sauvetage pour ce petit chantier situé dans l'ex-localité de Tourelle, en Gaspésie. En 1996, un groupe de travailleurs a choisi d'investir dans la petite entreprise, alors en faillite.



Les Victoriennes
Ouvert dès 13 h tous les jours!

Au de notre ville!

688-4448



- 48 condos de prestige
- 732 pi ca à 1582 pi ca • Une, deux, trois chambres avec ou sans mezzanine • Entrée privée
- Insonorisation et isolation supérieures • Piscine privée pour tous les copropriétaires
- Aménagement paysager de grande envergure

www.victoriennes.com

Et plus encore... Réservez maintenant!

Promoteur et constructeur
Nadeau Construction (418) 882-2323
GARANTIE MAISONS NEUVES APCHB
ISOLATION BEAUPORT Les Installations Beauvillage inc. Desjardins

C.H. DE GASPÉ Une bonne année pour la fondation

■ **GASPÉ** — Les choses vont rondement à la Fondation du Centre hospitalier de Gaspé. L'année 2001-2002 fut l'une des plus importantes en termes d'achat d'équipement médical et d'engagements futurs. La fondation doit cependant faire face à des interrogations d'importance: est-elle en train de remplacer l'action du gouvernement dans le système de santé?

Le directeur de la fondation, François Ménard, est convaincu que son organisme ne désresponsabilise pas le gouvernement du Québec, qui a de la difficulté à répondre adéquatement aux besoins en équipement des centres hospitaliers. «Non, on ne la prend pas, la place du gouvernement. La fondation est toujours la dernière source de financement pour le centre, après le ministère et la Régie régionale. Ce n'est pas remplacer le gouvernement, mais plutôt s'offrir plus de soins. Et la richesse d'une fondation n'est jamais prise en compte dans la détermination du financement d'un hôpital.»

M. Ménard ajoute que la fondation aura un rôle capital à jouer, avec la démographie qui ne cesse de niveler par le bas. Même si la région immédiate de Gaspé ne roule pas sur l'or, les résultats sont concluants. «Et notre action peut avoir une incidence sur la rétention des médecins», souhaite-t-il.

En 2001-2002, la Fondation du Centre hospitalier de Gaspé n'a pas lésiné en équipements et engagements: 376 000 \$ ont été accordés pour l'acquisition d'une unité dentaire, d'une civière, d'un lève-patient, d'un colonoscope, et la cese sur le sundae, 200 000 \$ (20% du financement total) ont été promis pour renouveler le scanner de l'établissement, qui donne des signes évidents de fatigue. Ce dernier devrait être installé au printemps. N.B.

STE-FOY CHRYSLER Liberty Sport 4x4
Garantie 7 ans, 115 000 km, groupe motopropulseur
à partir de **24 490\$***
2025, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (418) 682-2025
Une équipe de vrais passionnés
www.sfchrysler.com

RODI Cuir véritable
Fauteuil berçant et inclinable **32⁵⁰** 1169⁹⁹
Causeuse **27⁷⁸** 999⁹⁹
Sofa **33³³** 1199⁹⁹

ADABEAU Design Mobilier de cuisine
Buffet **20⁸³** 749⁹⁹
Chêne massif
5 mcx **38⁸⁹** 1399⁹⁹

Beauce Mobilier de chambre
6 mcx **61¹¹** 2199⁹⁹
sur toute la marchandise

Service et Livraison GRATUITS à la grandeur de la province
TANGUAY
Pied de lit en sus
Accord D

De tous les...
CÔTE 2002 est arrivé!
Les meilleures caricatures de l'année!
Réinventer le Québec
Disponible en librairie
André-Philippe Côté
LE SOLEIL

LES SAULES 402, rue St-Jovite (418) 682-2025
BEAUPORT 300, rue St-Jovite (418) 682-2025
LEVIS 378, rue St-Jovite (418) 682-2025
SAINT-GEORGES-DE-BEAUCE 888, rue St-Jovite (418) 682-2025
RIMOUSKI 100, rue St-Jovite (418) 682-2025
RIVIÈRE-DU-LOUP 100, rue St-Jovite (418) 682-2025
TROIS-RIVIÈRES 100, rue St-Jovite (418) 682-2025
SA-GUYENNE 100, rue St-Jovite (418) 682-2025
* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.